



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

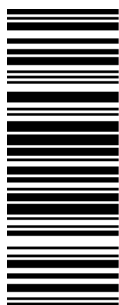
L'impérialisme français fournit toujours des armes à Israël



CAMP DE JABALIA(GAZA), 6 FÉVRIER 2025 / PHOTO ABDEL KARIM HANA

Halte au génocide !

- Défendre une orientation révolutionnaire p. 2
- Les grèves de mai à la SNCF p. 5
- Pour la libération des LGBT, révolution ! p. 7
- L'État veut conserver la Nouvelle-Calédonie p. 10
- Le capital américain contre le reste du monde p. 12
- Adresse internationale du 1^{er} mai p. 14
- Le soutien des impérialismes au génocide p. 16
- Cachemire : affrontement entre l'Inde et le Pakistan p. 18
- Le congrès du NPA-R p. 19
- 8 mai 1945 : le soulèvement de Sétif p. 25
- ABC du marxisme : protectionnisme p. 28



2273-8762



Défendre une orientation révolutionnaire

Les recettes avariées de la nationalisation et du protectionnisme

Les partis réformistes n'ont à la bouche que le renforcement des mesures protectionnistes pour préserver les emplois français.

Tous les grands pays constructeurs protègent farouchement leur industrie, sauf les membres de l'UE. Les USA imposaient déjà 100 % de droits de douane sur les véhicules électriques made in China, et Trump vient d'ajouter encore 20 %. La Chine subventionne directement les véhicules destinés à l'exportation. L'Inde a imposé que 80 % du contenu des véhicules vendus sur son sol soit fabriqué nationale-ment. L'Union européenne, elle, interdit encore les aides publiques directes, les barrières tarifaires nationales, et s'est opposée un temps au conditionnement du bonus écologique français. Elle vient à peine de relever les droits de douane sur les véhicules faits en Chine à 30 % grand maximum, après des mois de pénibles négociations. La France a perdu 25 000 emplois en 5 ans à cause de ce dogmatisme. (LFI, Communiqué, 5 mars 2025)

En clair, le parti social-chauvin propose de rajouter des taxes aux taxes pour protéger le capitalisme français. Mais elles ne feront qu'intensifier la guerre commerciale et précipiter les attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le protectionnisme ne sauvera pas les travailleurs, ni des pertes d'emploi, ni de tous les autres maux de la crise du capitalisme, au contraire ! Le protectionnisme à coup de taxes douanières, ou bien enjolivé par l'exigence d'une prétendue réciprocité harmonieuse des échanges n'est qu'un leurre destiné à détourner les travailleurs de la nécessité d'abattre le capitalisme, le seul véritable remède.

La bureaucratie de la CGT, de plus en plus soucieuse des difficultés du capitalisme français, renchérit sur LFI et le PCF.

Il ne s'agit pas de fermer les frontières, mais d'établir des règles équitables, pour que le commerce soit un outil de coopération et de développement, et non de mise en concurrence généralisée. Cela passe par l'introduction d'un mécanisme de modulation des droits de douane aux frontières de l'UE en fonction du respect des droits sociaux, environnementaux et fiscaux. (CGT, 16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale, 18 avril 2025)

Il faudrait que la direction de la CGT explique aux travailleurs comment, dans le système capitaliste qui tourne à l'affrontement inter-impérialiste, le commerce pourrait devenir « un outil de développement et de coopération » entre Bisounours ! La défense du protectionnisme correspond à l'alignement sur les fractions les plus arriérées et rétrogrades de la bourgeoisie, celles qui ne sont pas ou plus en mesure de tenir leur place sur le marché mondial et se trouvent condamnées à leur tour par le système capitaliste.

Une nationalisation contre indemnités ?

L'entreprise indienne ArcelorMittal, le 2^e groupe du monde de la sidérurgie, localisé à Luxembourg (un des paradis fiscaux de l'UE), qui bénéficie partout de subventions pour maintenir ses localisations, a annoncé 636 suppressions de postes en France. Selon l'OCDE, la surproduction mondiale d'acier était estimée à 602 millions de tonnes en 2024 et pourrait atteindre 721 millions de tonnes d'ici 2027, soit plus de cinq fois la production annuelle d'acier de l'UE. Cette surproduction, phénomène récurrent dans le capitalisme, est alimentée par le ralentissement de la croissance, notamment en Chine qui assure plus de 55 % de la production mondiale d'acier et cherche à écouler ses stocks à l'exportation. Les travailleurs ne sont nullement responsables de ce désordre ahurissant et de cette gabegie qui sont la marque d'un mode de production anarchique.

Dès lors, la seule perspective qui vaille, c'est : pas un seul licenciement, pas une seule fermeture d'usine, expropriation sans indemnité ni rachat du groupe ArcelorMittal en France et à l'échelle continentale, grève générale de tout le groupe, en France et dans le monde !

Car il ne s'agit pas de raconter des histoires aux ouvriers, il s'agit d'une lutte à mort entre le capital et le travail qui ne pourra se dénouer qu'en ouvrant la voie à la prise du pouvoir de la classe ouvrière, l'expropriation générale de tous les grands capitalistes, la destruction de l'État bourgeois, l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes, la suppression progressive des frontières, la mise en place des États-Unis socialistes d'Europe, le communisme mondial.

Or, qu'expliquent aux ouvriers les dirigeants des partis réformistes et les bureaucrates syndicaux ? PS, PCF en commun avec les Écologistes, Générations et Picardie debout réclament « une nationalisation temporaire ou durable ». Pour le PCF et LFI, la nationalisation serait même l'occasion pour les travailleurs de conquérir de « nouveaux droits », comme celui de cogérer leur propre exploitation.

Rejoins les communistes révolutionnaires !
<https://groupemarxiste.info/contact-2/>

Les actionnaires de Mittal jugent que la France n'est pas assez rentable ? Tant pis pour eux. Que l'État prenne les manettes, on se débrouillera. Bien sûr, cette nationalisation doit s'accompagner de mesures permettant aux travailleurs d'Arcelor-Mittal de peser dans la prise de décision. Pour ne pas tomber dans un capitalisme d'État, la nationalisation d'une entreprise ne doit pas être la seule étape dans la reprise en main de l'appareil productif. C'est le sens des propositions de LFI face aux syndicalistes : protéger les travailleurs sur le sol français, par la hausse des salaires et la conquête de nouveaux droits sociaux, mais aussi des relocalisations d'industries et le protectionnisme solidaire, le tout dans le cadre d'une grande planification écologique. (L'Insoumission, 12 mai 2025)

La CGT en appelle à la sauvegarde de la souveraineté nationale.

La nationalisation, c'est un enjeu de souveraineté. Si demain on ne produit plus d'acier en France, on le paiera à prix d'or. Mais il nous faut aussi une meilleure protection aux frontières contre la concurrence des pays qui n'ont pas de taxe carbone et ont des conditions de travail déplorables. (Gaëtan Lecocq, délégué CGT d'Arcelor Mittal Dunkerque, 1^{er} mai)

Les nationalisations antérieures faites sous Chautemps en 1937 (transports), Pétain en 1940-1942 (information, énergie), de Gaulle en 1945-1946 (transports, énergie, banque), sous Mitterrand en 1981-1982 (banque, chimie, métallurgie) ou bien sous Macron en 2017 (chantiers navals STX) ont toujours constitué une opération fructueuse pour la bourgeoisie. L'État bourgeois, en nationalisant, ne défend pas les salariés, il défend le capital français dans son ensemble. En rachetant l'entreprise, il débarrasse le capitaliste de ses pertes et l'indemnise grassement avec les fonds publics, et celui-ci n'a alors plus qu'à attendre que l'État restructure à ses frais le secteur avant de racheter à bon compte l'entreprise quand la conjoncture devient meilleure. En attendant, le grand capital privé bénéficie de tarifs (électricité, par exemple) qui soutiennent sa propre rentabilité. L'appel à la nationalisation contre indemnités d'Arcelor Mittal qu'avancent tous les réformistes désarme les travailleurs en leur laissant croire qu'ils peuvent s'en remettre à l'État bourgeois.

Il fait partie de ceux qui voient dans l'étatisation une mesure en quelque sorte à moitié socialiste ou du moins préparant le socialisme, et qui ont donc un engouement secret pour la protection douanière, le monopole du tabac, la nationalisation des chemins de fer, etc. La nationalisation des che-

mins de fer ne sert que les actionnaires qui vendent leurs actions au-dessus de leur valeur, mais absolument pas nous, parce que nous viendrons rapidement à bout des quelques grandes compagnies ferroviaires, dès que nous aurons l'État en main. Les sociétés par actions nous ont déjà démontré à quel point les bourgeois en tant que tels sont superflus, puisque toute la gestion est assurée par des employés salariés, et que les nationalisations n'apportent rien de plus à ce sujet. (Friedrich Engels, « Lettre à Bebel », 16 mai 1882, La Social-démocratie allemande, 10-18, p. 168-169)

Le projet de « TVA sociale » pour supprimer les cotisations patronales

Macron a relancé le 13 mai l'idée d'une « TVA sociale » qui se substituerait aux cotisations sociales pour financer les dépenses de la Sécurité sociale. Il s'agit de la énième mouture d'une exigence du patronat qui gémit sur le « cout du travail » et les « charges sociales » qui, dit-il, l'empêcheraient d'augmenter les salaires, mais surtout obèrent son taux de profit.

Nous sommes OK pour qu'il y ait des augmentations de salaires, mais il faut que le cout du travail pour l'entreprise et pour les salariés eux-mêmes baisse. On paie trop de charges sociales. Prenons le cas des retraites. Les entreprises paient 60 % des cotisations de retraite ; les salariés 40 %. Donc qu'à la fin, le net soit faible, cela s'explique. Le modèle social français est à bout de souffle et il est mal financé. Il pèse trop sur le travail. Il pèse trop sur l'entreprise. Augmentons le Smic, mais dans ces conditions. (Patrick Martin, président du Medef, 4 février 2025)

Le sens de cette entourloupe est bien entendu de diminuer la valeur du travail payée par le capitaliste et de transférer le financement des dépenses sociales sur l'impôt le plus injuste qui pénalise d'abord les plus faibles revenus. Les directions syndicales ont exprimé leur opposition, mais Macron a indiqué qu'une « conférence sociale sur le financement de notre modèle social » devrait être organisée, reprenant la méthode maintenant parfaitement rodée du « dialogue social » pour faire avancer ses plans.

D'ores et déjà, dans les syndicats, les militants lutte de classe doivent avancer l'exigence : pas un seul dirigeant syndical ne doit participer à cette mascarade, les dirigeants syndicaux hors des conseils et organismes de dialogue social, de conciliation et de collaboration de classe. Car les dirigeants syndicaux ne prennent pas ce chemin, au contraire.

Le soutien sans faille des réformistes et des bureaucrates syndicaux au gouvernement

À l'instar de tous les États impérialistes, le gouvernement a mis en avant l'impérieuse nécessité du réarmement passant par de nouveaux investissements dans la « défense » et une réindustrialisation. Le budget 2025 consacre 50,5 milliards d'euros aux dépenses militaires. Elles devraient atteindre 64,7 milliards en 2030 selon la loi de programmation 2024-2030. Mais cela ne suffit pas. L'objectif est désormais fixé à 3,5 % du PIB, soit 120 milliards d'euros ! Tout cela devra être supporté par la classe ouvrière aux plus grands bénéfices des capitalistes du secteur. Le front unique devrait immédiatement se réaliser pour rassembler tous les travailleurs contre les budgets militaires, le militarisme de la bourgeoisie. Mais les partis réformistes comme les chefs syndicaux font au contraire la courte-échelle à la bourgeoisie au nom de la souveraineté française. Des canons, d'accord, à condition qu'ils soient français !

Cela ouvre la voie à une industrie de défense civile et militaire pour laquelle il convient de reconquérir notre souveraineté industrielle dans de nombreux domaines. Le pôle public national de défense proposé par la CGT, doit permettre cette réappropriation de la maîtrise publique des industries d'armement et de leur stratégie industrielle. (CGT, 16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale, 18 avril 2025)

Nous ne sommes pas opposés à ce que la France et l'Europe se réarment. La question est la suivante : si nous dépensons 40 milliards d'euros cette année en équipements militaires, où iront-ils ? Aux États-Unis. (Alma Dufour, députée LFI, France Info, 8 mars 2025)

Ce renfort apporté à la bourgeoisie lui est d'autant plus précieux que le gouvernement Bayrou n'a pas les moyens politiques à la hauteur de ses nécessités. Son absence de majorité à l'Assemblée nationale ne l'empêche nullement de faire passer diverses mesures réactionnaires, par exemple la circulaire de Retailleau du 4 mai durcissant les conditions de la naturalisation, mais les échéances se rapprochent.

Selon l'INSEE, la croissance en France au premier trimestre 2025 n'a été que de 0,1 %, celle du deuxième trimestre est prévue à 0,2 %. Le budget 2025 avait été établi sur la base d'une croissance annuelle de 0,9 %. Le 9 avril, le gouvernement a été contraint d'abaisser cette prévision à 0,7 %. Le FMI a d'ailleurs retenu un 0,6 % de croissance pour la France en 2025. Dans ces conditions, la limitation du déficit public à 5,4 % du PIB ne sera pas tenue et le gouvernement sabre dans les crédits ouverts en gelant plus de 9 milliards d'euros. Mais la préparation du budget 2026 avec une économie

annoncée de 40 milliards supplémentaires, sans parler de l'augmentation des dépenses militaires, tourne à la gageure.

Bayrou lui-même est empêtré dans les révélations sur son soutien à l'établissement catholique de Bétharram où sévices sexuels et maltraitance ont accablé les élèves pendant des dizaines d'années. Sa proposition de référendum sur les économies budgétaires à peine formulée est déjà mort-née.

Mais, vaille que vaille, le gouvernement continue d'avancer car il n'a rien à craindre des directions syndicales qui organisent la dispersion et l'impuissance. Dispersion entre les catégories de travailleurs lors de la semaine de grèves à la SNCF du 5 au 11 mai, impuissance dans les journées d'action comme encore celle du 13 mai avec l'appel aux « actions » des fonctionnaires dans le cadre du « printemps des luttes » (sic) par la CGT, l'UNSA, la FSU, Solidaires-SUD et la CFE-CGC qui n'a donné lieu, comme il fallait s'y attendre, qu'à une très faible mobilisation et des cortèges clairsemés. Pas de quoi entamer le soutien de LO à la bureaucratie syndicale. La ronde des luttes suffit à la combler.

À Paris, Marseille, Nice, Poitiers, Amiens, Belfort, etc., des territoriaux, des travailleurs de l'éducation, parfois des soignants et autres salariés du public ont bien des raisons de protester contre les lourdes coupes budgétaires que le gouvernement a fait voter pour 2025 et envisage de renouveler pour 2026 (40 milliards d'économies)... Après les travailleurs de la fonction publique, ce devait être, le 15 mai, le tour de ceux des secteurs sociaux et médico-sociaux et autres salariés indispensables comme les aides à domicile, les éducateurs ou les employés de France Travail. (LO, 14 mai 2025)

Rompre avec la collaboration de classe et les diversions des appareils syndicaux

Pour ouvrir la voie à la prise du pouvoir, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire qui ne couvre pas les manoeuvres des bureaucrates syndicaux, qui lutte pour le front unique ouvrier contre le militarisme, le patriotisme, le protectionnisme qui sont les armes de la bourgeoisie, qui combatte pour la grève générale victorieuse contre les journées d'action mortifères, pour l'auto-organisation et l'autodéfense de la classe ouvrière, pour un gouvernement des travailleurs, pour l'internationalisme prolétarien, pour le socialisme. Ce parti reste à construire. Organisons-nous, regroupons les révolutionnaires, isolés dans les multiples syndicats, stérilisés dans les partis sociaux-impérialistes ou les multiples officines centristes qui servent de béquille aux bureaucrates.

24 mai 2025

Les grèves de mai à la SNCF

Comme dans tous les secteurs, les revendications des salariés de la SNCF portent sur les salaires et les conditions de travail. La SNCF limite l'augmentation des salaires, sauf ceux attribués aux managers ; les conditionne sous forme de primes ; rogne sur les effectifs de tous les exécutants. De nouveaux logiciels « optimisent » (pour la direction) les emplois du temps des « roulants », les modifiant en permanence, jusqu'au dernier moment, au détriment de la vie personnelle et familiale. Comme les logiciels « optimisent » (pour la direction) le prix des billets, au détriment des prolétaires clients.

Les revendications d'augmentation pour tous, de recrutement et de respect des horaires de travail sont détournées par le Collectif national ASCT (agents du service commercial trains, les contrôleurs), dit CNA, et les directions syndicales en demande de « revalorisation de primes » catégorielles : prime de traction pour les ADC (agents de conduite, les conducteurs), prime de travail pour les ASCT.

Une grève spontanée peut évidemment démarrer dans un lieu donné à partir d'une catégorie donnée, mais il s'agit ici d'une dispersion, méthodique, qui vise à empêcher la grève générale dans toute l'entreprise. Elle est orchestrée par des appareils (UNSA, CGT, SUD) qui siègent aux conseils d'administration du groupe SNCF, des filiales SNCF Réseau et SNCF Voyageurs.

En ordre dispersé

Dans le courant du mois d'avril, la direction de la CGT contient au niveau régional les revendications. Les personnels roulants ont ainsi été appelés à la grève le 11 avril en Aquitaine et dans les Hauts-de-France. De son côté, SUD-Rail décrète des grèves disloquées en déposant des préavis pour les ASCT couvrant les weekends du 17 avril au 2 juin.

Le 4 avril, SUD-Rail, troisième syndicat de la SNCF mais second chez les contrôleurs, appelle les ASCT à trois jours de grève à partir du 9 mai. Le CNA s'y associe dès le lendemain. La division des salariés par catégorie organisée par le patron est respectée puisque SUD-Rail appelle séparément les autres corps de métiers. Ainsi, les commerciaux le 5 mai, suivis des salariés du matériel le 6, et des conducteurs le 7. Le 12 avril, la CGT rajoute à la division en appelant unilatéralement les roulants (conducteurs et contrôleurs) à la grève le 5 mai. FO, qui vient à peine de récupérer un strapontin dans les instances de cogestion, relaie à son tour l'appel de la CGT. L'UNSA et la CFDT n'appellent à rien.

Une partie des travailleurs démarrent donc la grève le lundi précédant le pont du 8 mai. Mais la CGT sabote la grève dès le 7 mai, deux jours avant, en décrétant de nouvelles « journées d'action » en juin. Une telle annonce en

pleine semaine de grèves éparées ne peut être perçue autrement que comme l'enterrement du mouvement en cours.

Il s'agit de confirmer le calendrier de la direction puisque les conducteurs sont appelés à la grève le 4 mai en même temps que les négociations sur la prime de traction, tandis que les contrôleurs, eux, sont invités à cesser le travail le 11, jour des négociations sur la prime de travail.

La CGT revendique la refonte et revalorisation des primes de travail dans tous les métiers depuis des années. Nous porterons donc lors des rencontres des 4 et 11 juin, les revendications spécifiques des filières Traction et Trains. La CGT a bâti des projets concrets qui nourriront de véritables négociations qui doivent s'ouvrir. (CGT cheminots, 7 mai 2025)

Pour donner le change, une journée est prévue le 5 juin pour rassembler « l'ensemble des cheminots, de tous les métiers, de tous les collègues » avec comme demande... l'abrogation de la réforme des retraites. Comme si une journée d'action des seuls cheminots allait permettre de revenir sur la défaite de 2023 (infligée à coup de « journées d'action » et d'illusions semées dans le Conseil constitutionnel puis dans un hypothétique référendum appelé avec les députés du RN).

La direction de la SNCF et l'État attaquent le droit de grève

Que la cessation de travail dans les entreprises de transport de passagers ait lieu en semaine ou durant les vacances, les médias majoritaires la taxent de « prise d'otages ». Le refus obstiné par les bureaucraties syndicales du « tous ensemble », de la grève générale qui a une signification politique claire pour les voyageurs, facilite le dénigrement.

La SNCF a elle tout mis en oeuvre pour briser la grève, notamment en utilisant des jaunes, les « volontaires accompagnateurs occasionnels », composés de cadres. La SNCF fait également fi de ses propres règlements puisque, durant un mouvement de grève, un seul volontaire à bord peut remplacer les 2 ou 3 contrôleurs habituels par train. Ces briseurs de grève sont payés jusqu'à 50 euros de l'heure en plus de leur salaire habituel sans plafond de durée. Même mécanisme côté conducteur, une prime de conducteur occasionnel de 150 euros par mois permet à des cadres de remplacer des conducteurs grévistes. L'entreprise fait même appel en cas de besoin à des retraités.

On a des réservistes, on a des volontaires et ça me semble très normal que des volontaires, qui normalement travaillent à la finance ou aux RH, aient aussi la volonté de savoir quel est notre cœur de métier, et notre cœur de métier, c'est les trains, c'est d'être au contact des voyageurs dans les trains. (Alain Krakovich, directeur de TGV - Intercités, RMC, 7 mai 2025)

Toutes ces dispositions antigrèves sont applaudies par la Fédération nationale des associations des usagers des transports (FNAUT) qui soutient également les attaques du ministre des transports Philippe Tabarot contre le droit de grève. Celui-ci souhaite porter le délai de déclaration des grévistes de 48 heures à 72 et interdire les préavis « dormants » permettant justement aux grévistes de passer outre ce délai obligatoire.

Et je le rappelle, c'est quelque chose qui, au niveau législatif, pourrait peut-être, un jour, évoluer. C'est de dire que les cheminots grévistes ont des préavis dormants et ont la possibilité de se déclarer simplement 48 heures avant le jour de grève. (Philippe Tabarot, France Info, 6 mai 2025)

S'appuyant sur une proposition de loi LR d'avril 2024 adoptée par le Sénat mais jamais votée à l'Assemblée nationale, il souhaite également interdire les grèves à la SNCF durant 30 jours dans l'année (jours fériés, week-ends de vacances...). De son côté, Péresse (présidente LR de la région Ile de France) plaide pour un service garanti aux heures de pointe à la SNCF comme à la RATP.

Un échec prévisible

Les chefs syndicaux se congratulent.

Nos mobilisations ont affaibli la direction ! Ces mobilisations ne sont pas des grèves catégorielles isolées, mais bien une montée en pression coordonnée... (SUD-Rail, 12 mai 2025)

Pas des « grèves catégorielles » ? Tel n'est pas l'avis de la direction de la CGT. Selon elle, d'un côté, les contrôleurs auraient gagné.

Après la séquence de grève conjointe avec les ADC débutée le 5 mai dernier, la direction est contrainte d'ouvrir des négociations sur l'organisation du travail, la prime de travail des ASCT et annonce un rendez-vous salarial en septembre. (CGT-cheminots, 15 mai 2025)

De l'autre, mais séparément, les conducteurs auraient aussi gagné.

La séquence de grève débutée le 5 mai, qui a été marquée par une importante mobilisation, a permis d'arracher l'ouverture d'une première table ronde de négociation le 4 juin prochain sur la prime de traction. D'ores et déjà, la CGT appelle les ASCT à mettre

ces prochaines échéances sous la pression de la grève le 11 juin prochain ! (CGT-cheminots, 15 mai 2025)

Face au sabotage du mouvement par les dirigeants syndicaux, flanqués du CNA, il n'y a eu aucun combat des « révolutionnaires » (RP, LO, NPA-AC, NPA-R, PT, POI, PCR...) dans les syndicats et les AG pour la grève générale. Certains font même croire que l'éclatement et la division pourraient servir aux travailleurs et insinuent que, si la victoire n'est pas au rendez-vous, ce serait la faute de la base.

Cette journée est une première réponse. (Lutte ouvrière, 5 mai)

On a toujours raison de lutter... Une fois la piste chauffée par cette semaine rouge de grève, pas impossible que l'envie prenne aux travailleurs du rail d'un rappel collectif. (Révolutionnaires, 29 avril)

Cette grève « tournante », catégorie par catégorie relève d'une volonté de tenter autre chose. (L'Anticapitaliste, 1^{er} mai)

Le morcèlement syndical et le dispositif antigrève du patron conduisent à la défaite. Sur la fin de semaine, environ 50 % des contrôleurs sont grévistes avec une pointe à 60 % le samedi. En revanche, le trafic est très peu perturbé. Au plus fort de la grève, la SNCF maintient 90 % des TGV et Ouigo tandis que les Intercités, RER, TER et les transiliens qui circulent sans chef de bord sont peu affectés. Cette déconvenue est une aubaine à la fois pour l'employeur pour les négociations futures et pour le gouvernement dans ses projets d'attaque contre les travailleurs du rail.

Loin d'apporter une réponse adéquate à la situation, les appels dispersés pour le mois de juin confortent la division géographique et catégorielle orchestrée par le patron et démoralisent les travailleurs.

Pour une orientation lutte de classe, dans et hors des syndicats

Les menaces qui pèsent actuellement sur les travailleurs de la SNCF ne peuvent être évitées, les revendications ne peuvent être arrachées que par l'unité des salariés du rail et l'indépendance de leurs organisations vis-à-vis de l'entreprise et de l'État.

- Non à la cogestion : bureaucrates, hors des conseils d'administration !
- Non au corporatisme : 400 euros pour tous, intégration des précaires !
- Non à la division : imposons un seul syndicat, démocratique et de lutte de classe !
- Non aux diversions : préparons la grève générale !

15 mai 2025

Pour la libération des LGBT, révolution !

Aujourd'hui, la direction bourgeoise conduit le mouvement LGBT (lesbiennes, gays, bisexuel·les, transgenres, etc.) dans une impasse. Les « marches des fiertés » sont dominées par des hommes blancs aisés, focalisées sur leur rentabilité. En 2023, elles accueilleraient l'association de flics FLAG. Les grandes associations LGBT sont de plus en plus intégrées au capitalisme, cherchant à influencer des politiciens bourgeois, quand d'autres rejettent les personnes trans (notamment certaines féministes dites TERF : féminisme radical excluant les personnes trans).

Les liens entre le mouvement ouvrier et le mouvement LGBT sont aujourd'hui distendus. On est loin de l'époque où LGSM (Lesbiennes et gays en soutien aux mineurs) soutenait les grévistes en 1984 contre Thatcher, collectant des fonds dans 11 villes, tissant des liens concrets entre les luttes. En 1985, une résolution en faveur des droits LGBT fut adoptée au congrès du Parti travailliste grâce à l'appui du syndicat des mineurs NUM, qui s'impliqua ensuite dans les marches des fiertés et la lutte contre la section 28 (loi interdisant la « promotion de l'homosexualité » par les autorités locales et dans les écoles au Royaume-Uni). Cette alliance permit de briser des préjugés dans la classe ouvrière. Mais la défaite des mineurs a profondément démoralisé le mouvement ouvrier et fait régresser politiquement la cause homosexuelle.

Les progrès fragiles de la cause des femmes et des minorités sexuelles

La poussée révolutionnaire internationale des années 1960-1970 a contribué à l'émergence des luttes contre le racisme, l'oppression nationale, l'oppression des femmes et des minorités sexuelles. Les droits des personnes LGBT ont avancé dans la plupart des pays occidentaux depuis les années 1960. Bien entendu, ces gains ont été obtenus grâce aux luttes intenses menées par les mouvements des homosexuels.

Mais les gains des homosexuels ont été plus lents que ceux des femmes qui sont une majorité dans les sociétés avancées. Les gains des transgenres, très minoritaires, ont été plus tardifs que ceux des gays et des lesbiennes. Ainsi, en France, la dépénalisation de l'homosexualité n'a eu lieu qu'en 1982. Il a fallu attendre 2016 pour mettre fin à la stérilisation forcée en cas de changement de sexe à l'état-civil, et 2021 pour que les élèves aient le droit de choisir le pronom (il ou elle) pour se désigner.

Si la plupart des homosexuels du monde subissent toujours de plein fouet l'homophobie nourrie par les religions et le patriarcat, certaines cliques politiques de la bourgeoisie et l'ensemble des partis réformistes se sont

parés de progressisme en intégrant l'homosexualité et la diversité sexuelle, d'autant que l'heure n'était plus aux concessions économiques. Par exemple, le mariage homosexuel est autorisé en 2001 aux Pays-Bas, en 2010 en Argentine, en 2012 en Uruguay, en 2013 en France...

Le désarmement du potentiel révolutionnaire du mouvement des femmes, des homosexuels et des personnes trans s'opère par :

- l'intégration à l'appareil idéologique des universités des acteurs qui conceptualisent (quelques départements d'études de genre),
- la corruption des appareils des organisations.

Il s'agit, tant pour les partis réformistes que pour les partis bourgeois « progressistes » (Parti démocrate aux États-Unis, Parti justicialiste d'Argentine, Sinn Féin d'Irlande...) que pour les fronts populaires (bloc du SPD et de Die Linke avec les Grünen et le FDP en Allemagne, Front large en Uruguay...) de :

- limiter les revendications et les formes de lutte, les détourner vers des maquillages langagiers ou des symboles,
- séparer les mouvements les uns des autres et surtout couper les mouvements d'opprimés du mouvement ouvrier,
- faire des organisations concernées des auxiliaires des campagnes électorales dont le résultat était toujours un gouvernement bourgeois (un gouvernement au service du capital).

C'est cette stratégie qui s'est fracassée en Argentine en 2023 et aux États-Unis en 2024 et qui laisse les opprimés (immigrés sans-papiers, personnes voulant changer de genre, jeunes femmes prolétaires involontairement enceintes...) vulnérables à la réaction portée par Milei et Trump, appuyés par les clergés chrétiens et par des groupes fachos-masculinistes.

En France, Macron peut bien se dire progressiste, cela ne l'a pas empêché d'appeler Matignon « la cage aux folles » alors qu'un premier ministre homosexuel y siégeait de janvier à septembre 2004. Il a nommé comme successeur Barnier, opposé à la dépénalisation de l'homosexualité en 1982, flanqué de Retailleau à l'intérieur, cosignataire d'une proposition de loi visant les mineurs trans.

Le président se présente comme un garant des LGBT alors que la législation sur la transidentité est restrictive.



Les pratiques, les comportements ou les propos répétés visant à modifier ou à réprimer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, vraie ou supposée, d'une personne et ayant pour effet une altération de sa santé physique ou mentale sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende... L'infraction prévue n'est pas constituée lorsque les propos répétés invitent seulement à la prudence et à la réflexion... (Code pénal, article 225-4-13,)

Chaque victime des « thérapies de conversion » sait combien il est difficile de prouver une altération de la santé, entièrement soumise à interprétation. Les bigots peuvent toujours invoquer la réflexion ou « l'accompagnement spirituel » ou de « difficultés personnelles » pour légitimer leurs pressions et leurs persécutions.

Macron déclarait encore en juin 2024, à propos du programme du NFP : « *il y a des choses complètement ubuesques, comme par exemple aller changer de sexe en mairie* ».

Les homosexuels et les transgenres sont menacés par le vague de réaction

Trump a lancé une offensive contre les personnes trans. Meloni (Italie) et Milei (Argentine) ont adopté des mesures restreignant les droits des LGBT. Au Royaume-Uni, le travailliste Starmer a soutenu la décision de la Cour suprême interprétant le terme « femme » de l'*Equality Act* (2010) comme « femme biologique », entraînant l'annulation de la conférence féminine du parti pour ne pas accueillir les femmes trans.

Le militarisme, la guerre commerciale et la menace d'un conflit inter-impérialiste minent le consensus officiel (démocratique, antiraciste, égalitaire...) qui dominait dans les pays impérialistes et leurs institutions internationales (ONU, UNESCO...) depuis 1945. Les partis bourgeois traditionnels (type LR) sont de plus en plus réactionnaires, concurrencés par des formations fascistes (type RN), flanquées de groupes fascistes.

Par exemple, le 9 mai, à Nantes, la vitrine de la librairie queer *Les Vagues* a été dévastée. Ce sont principalement les jeunes et les travailleurs LGBT qui subissent discriminations, insultes et agressions physiques. Entre 2016 et 2023, les infractions homophobes et transphobes ont augmenté de 15 % par an. En 2024, 4 800 faits ont été enregistrés par le ministère de l'intérieur, un chiffre très en dessous de la réalité. Le rapport 2025 de SOS homophobie révèle l'ampleur des discriminations à l'embauche : à CV égal, un candidat homosexuel ou une candidate homosexuelle a 36 % de chances en moins de recevoir une réponse positive à une candidature. Plus de la moitié des salariés LGBT ont entendu des propos homophobes sur leur lieu de travail. Si les chiffres officiels

sont largement sous-estimés, c'est parce que la police, dont la base est très majoritairement réactionnaire (74 % des policiers actifs votent RN), décourage les victimes : en mai 2025, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure admettait que seules 4 % d'entre elles portent plainte, que 52 % des plaintes sont minimisées, que 31 % sont refusées.

Selon SOS homophobie, dans certaines affaires familiales, la justice a assimilé la transidentité d'un enfant à de la maltraitance parentale ou a justifié par la transidentité un placement en psychiatrie.

Les partis réformistes et les directions syndicales prônent le repli nationaliste et le chauvinisme. En cela, ils nourrissent les idéologies réactionnaires. Dans ce contexte, les luttes contre l'homophobie, la transphobie, le racisme ou le nationalisme ne peuvent être effectives que si elles s'inscrivent dans le combat de la classe ouvrière pour renverser le capitalisme pourrissant.

La classe ouvrière doit prendre la tête de la lutte contre toutes les oppressions

Bien que le mode de production capitaliste ne repose en principe ni sur les genres, ni sur les ethnies, ni sur les orientations sexuelles, les sociétés capitalistes réelles restent dominées par les hommes, empreintes de racisme. L'idéologie dominante est historiquement misogyne et homophobe, de manière inséparable.

En 1942, sous Vichy, l'homosexualité fut criminalisée, et cette loi fut reconduite en 1945 par une ordonnance du gouvernement du général de Gaulle incluant le PS-SFIO et le PCF.

L'éviction de la classe ouvrière par la bureaucratie en URSS s'est accompagnée d'une régression vers l'oppression des femmes et des homosexuels. En 1933, Staline pénalise l'homosexualité. Le PCF stalinisé est alors homophobe. Mao persécute les homosexuels en Chine jusqu'à sa mort, Castro à Cuba jusqu'en 1992.

Les capitalistes homosexuels (et leurs représentants politiques) n'agissent pas autrement envers le prolétariat que les hétérosexuels. Au sein de la classe ouvrière, l'homophobie et la transphobie ne profitent qu'à la classe dominante en divisant les rangs des exploités. Mais ces discriminations traversent les classes sociales. Les communistes internationalistes luttent contre toute oppression, quelle que soit la classe sociale des victimes.

Le sociale-démocrate [dénomination des communistes à l'époque de l'Internationale ouvrière, 1889-1914] *ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de syndicat britannique, mais le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que*

soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau complet de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat. (Lénine, *Que faire ?*, 1902, Seuil, p. 136-137)

L'oppression genrée affecte femmes, homosexuels et trans. Son abolition est inséparable de la lutte pour la fin du patriarcat et pour la socialisation du travail domestique. Nous nous réclamons des meilleures traditions du mouvement ouvrier : le soutien du SPD en Allemagne en 1898 à l'abrogation du paragraphe 175 (loi criminalisant les relations sexuelles entre hommes), la dépénalisation en URSS de l'homosexualité en 1922.

Tout le mouvement ouvrier doit se prononcer pour :

- Égalité des droits pour tous, fin de toutes les discriminations contre les homosexuelles, les homosexuels et les trans !
- Autodéfense contre les violences homophobes ! Pour une justice démocratique, non sexiste, non homophobe, épuration des juges réactionnaires, élection et révocation des magistrats par les conseils de travailleurs et de travailleuses !
- Création de refuges sûrs pour les jeunes rejetés par leur famille et les personnes menacées ! Liberté de circulation et d'installation pour les réfugiés homosexuels ou transgenres !
- Élimination immédiate de toute religion dans les écoles ! Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte ! Droit à la contraception, à l'avortement sans regard sur le genre ! Éducation sexuelle scientifique pour tous !
- Accès aux études et à l'emploi pour toutes et tous ! Contre toute discrimination sexuelle et de genre ! Droit à la transition de genre gratuitement et librement !

« Convergence des luttes » ou hégémonie du prolétariat ?

Les organisations « trotskystes » issues de la crise mortelle de la 4^e Internationale de 1949 à 1963, s'étant toutes adaptées aux bureaucraties conservatrices des syndicats et des partis réformistes, ont sombré dans l'homophobie. Le courant « pabliste » (LCR-NPA), le plus sensible à l'air du temps, a tourné plus vite, dès le début des années 1970. Le courant « hardyste » (LO) a suivi le PCF quand celui a tourné à la fin des années 1990. Le courant « lambertiste » (OCI-PT-POI) a continué à macérer dans les préjugés les plus rances.

Aujourd'hui, les mouvementistes (NPA-AC, RP...) cèdent aux appareils petits bourgeois ou bourgeois des mouvements féministes, homosexuels, antiracistes, propalestiniens, etc. en vantant la « convergence des luttes » ou « l'intersectionnalité ». Tandis que les économistes (LO, PCR...) minimisent ces questions. D'une façon ou d'une autre, tous les opportunistes s'accordent pour laisser la direction des organisations et des luttes féminines ou LGBT aux agents de la bourgeoisie, comme ils le font dans les syndicats.

Or, pour triompher, il faut former un bloc autour de la classe ouvrière qui n'a rien de spontané. Il n'y aura pas d'émancipation sans révolution sociale et sans lutte des opprimés prenant leur destin en mains. Il n'y aura pas de révolution victorieuse sans un parti ouvrier révolutionnaire qui combatte les agents de la bourgeoisie, au sein du mouvement LGBT comme au sein du mouvement ouvrier.

Pour que les droits démocratiques soient arrachés définitivement, le mouvement LGBT doit rompre avec les organes de la bourgeoisie (police, partis bourgeois...), s'allier au mouvement ouvrier, et s'inscrire dans la perspective de la révolution prolétarienne et du socialisme mondial. Rejoignez en France le Groupe marxiste internationaliste et partout dans le monde le Collectif révolution permanent !

19 mai 2025

 REVOLUTION COMMUNISTE Groupe marxiste internationaliste - Collectif révolution permanent en France Ni conclave, ni conciliation avec Bayrou-Retailleau !  L'Unité syndicale et le PS au secours de Bayrou-Retailleau-Darmant p. 2 Inertie des syndicats et rétrograde Bayrou p. 3 Le combat de PCF dans les congrès départementaux de la FSI p. 9 Révolte ouvrière et défilé du 1er mai contre la répression policière p. 10 Lettre du Groupe marxiste internationaliste au congrès du PCF p. 11 Tous ensemble une défense des salariés de l'industrie aéronautique p. 12 Adhésion vers le 1er mai PCF p. 14 Allemagne : élections et lutte de classes p. 15 Italie : quel est le gouvernement ouvrier et paysan ? p. 16 L'Europe : le front populaire résiste au gouvernement p. 22 La crise révolutionnaire de 1968-69 en Italie p. 24 Libération des 10 000 otages palestiniens p. 28 mai-juin 2025 2 euros	 REVOLUTION COMMUNISTE Groupe marxiste internationaliste - Collectif révolution permanent en France Non à la guerre entre les peuples, guerre à notre bourgeoisie !  Militarisme et racisme, la classe ouvrière est toujours la cible p. 2 Congrès national du PCF p. 3 Pour des revendications communistes dans les syndicats p. 10 Adhésion ouvrière au 1er mai des révolutionnaires p. 12 Un pas vers la 3^e guerre mondiale p. 14 Le rapport du général à la classe p. 16 Kurdistan : l'appel d'Édouard à dissoudre le PCF p. 20 Le congrès du front de la PCF p. 21 EAS : la libération des camps nazis p. 24 APC du mouvement ouvrier p. 28 mai-juin 2025 2 euros	Abonnement : pour 5 numéros de <i>Révolution communiste</i> envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale : ARTP / AGECA service BP 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE NOM Prénom Adresse Code postal Ville..... Courriel.....@.....
--	--	---

L'État français veut conserver la Nouvelle-Calédonie

Crise économique et déportation en France des prisonniers politiques

En mai 2024, le gouvernement Macron-Attal-Darmanin met le feu aux poudres dans la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) en voulant élargir le corps électoral aux récents immigrés de France, surnommés les « métro ». Il était restreint, pour les référendums, aux Mélanésiens de souche appelés Kanaks, aux colons historiques appelés Caldoches, aux Polynésiens immigrés de longue date, principalement venus de Wallis et Futuna, une autre colonie française. Pour faire pression sur l'État français, l'UC-FNLKS avait alors créé une « Cellule de coordination des actions de terrain » (CCAT) qui avait été rapidement débordée, tant les inégalités et l'oppression sont criantes.

Un an après la révolte populaire, durant laquelle les milices des colons, la police et la gendarmerie françaises ont tué onze Kanaks, Christian Teinest est toujours emprisonné avec six autres militants de la CCAT à Mulhouse, à 18 000 kilomètres de chez eux. Au total, treize sont mis en accusation. Plus de 2 000 gendarmes occupent toujours le territoire, épaulés par 500 agents de la police nationale, 23 véhicules blindés et 10 membres du RAID. Rapportée à la population française, cette présence équivaldrait à un déploiement de 680 000 têtes casquées.

L'économie locale est dévastée. Les dégâts matériels des émeutes sont estimés à plus de deux milliards d'euros, auxquels s'ajoute une profonde crise du secteur du nickel —qui représentait 90 % des exportations du territoire— couplée à un effondrement du tourisme. Le PIB a chuté de 10 à 15 %, l'emploi privé de 17,2 %. Le prolétariat kanak est objectivement affaibli par la fermeture de l'usine Koniambo Nickel (KNS), dans la province nord, décidée par le groupe capitaliste anglo-suisse Glencore et aussi à cause de la destruction, par le lumpen, de multiples sites de travail. Un Kanak sur deux est actuellement au chômage, avec un taux encore plus élevé chez les jeunes.

Les coupes drastiques dans les aides sociales décidées par la province Sud, dirigée par la représentation politique de la bourgeoisie coloniale, n'ont fait qu'aggraver cette situation. 70 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont kanaks.

L'État français a lâché du lest en mai 2024 sur l'élargissement du corps électoral, sans renoncer à la mainmise sur l'archipel (18 000 km², 270 000 habitants), sa position stratégique en Océanie, ses richesses minérales (20 % des réserves mondiales de nickel) et halieutiques, ses eaux territoriales.

En décembre 2024, Bayrou, en accord avec Macron, a désigné Valls (Ensemble) comme ministre des outremer.

Celui-ci, ancien négociateur (PS) des accords de Nouméa (1998) a multiplié les déplacements en Kanaky afin de trouver un accord impérialiste entre les deux ailes de la bourgeoisie, la coloniale (« loyaliste ») qui jouit de la suprématie économique et la nationale (« indépendantiste ») qui s'appuie sur le « peuple premier ». Dans la lignée des accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998), le gouvernement Bayrou-Retailleau-Valls tente de faire adopter un nouveau statut afin d'arrimer solidement la Nouvelle-Calédonie à l'État français et d'infliger un coup d'arrêt aux ambitions chinoises, étasuniennes, australiennes...

L'armée française vient de procéder à un exercice militaire d'envergure dans le Pacifique, à Wallis et Futuna.

L'objectif principal de cet événement dans le Pacifique est de renforcer la coopération régionale et l'interopérabilité des forces armées en situation de crise. (Armée de terre, 7 mai 2025)

Les nationalistes capitulent une fois de plus

Le FLNKS ne fait pas de la libération de ses militants un préalable. La CCAT elle-même se prosterne devant la répression de l'État impérialiste.

Les indépendantistes de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) ont lancé un appel au calme : « Depuis le 15 mai 2024, notre président Bichou (Christian Tein, élu depuis président du FLNKS et incarcéré à Mulhouse - NDLR) a appelé à la désescalade. Ce mot d'ordre n'a pas changé ». (L'Humanité, 8 mai 2025)

Après deux premiers échecs des négociations, Valls convoque une session de négociations à huis clos, du 5 au 8 mai, à l'hôtel Sheraton de Bourail, loin de la population kanake. Outre les émissaires de l'État français, elle réunit :

- Les deux partis nationalistes kanaks : Union calédonienne-FLNKS ; UNI-Parti de libération kanak (Palika).
- Les trois partis colonialistes français : Calédonie ensemble ; Loyalistes ; Rassemblement-Les Républicains (LR).
- Le parti à base wallisienne : Éveil océanien.

Valls propose une formule de « souveraineté avec la France ». Ce plan prévoit le maintien des « compétences « régaliennes » (défense, sécurité, justice) à l'État français. En guise de concessions, un statut international spécifique serait accordé et une double nationalité envisagée. Mais pour être soumise au vote, un « référendum de projet » devrait être adopté par le Congrès, le parlement de l'archipel, à la majorité de 60 %.

Les partis bourgeois kanaks, Palika-UNI et UC-FLNKS, acceptent le plan Bayrou-Valls de « souveraineté avec la France ».

Question. Les discussions n'ont pas abouti lors du conclave de Deva. À quoi attribuez-vous cet échec ?

Emmanuel Tjibaou (président de l'UC-FLNKS). Il faut simplement laisser les réflexions murir... Et c'était vraiment intéressant, parce que nous avons pu débattre du fond. J'ai vraiment apprécié la qualité des débats.

Question. Vous avez fini par approuver le projet de Manuel Valls, pourtant éloigné de celui défendu par le FLNKS. Qu'est-ce qui explique ce ralliement ?

Emmanuel Tjibaou.... Les éléments de souveraineté portés par ce projet permettaient, aux yeux du FLNKS, d'avancer sur cette question de trajectoire vers la souveraineté et sur la manière de déterminer celle que l'on veut pour notre pays. Nous le voyons comme une perspective vers un État souverain. (Les Nouvelles calédoniennes, 22 mai 2025)

Pour l'UNI-Palika, « en prenant position pour la première fois en faveur de l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la souveraineté, l'État français offre une perspective politique plus ouverte pour trouver une solution d'avenir ». (Le Monde, 12 mai 2025)

La CCAT ratifie la capitulation, invoquant clanisme et patriarcat, faisant passer Djaiwé et Tjibaou pour des « guerriers ».

Dans un communiqué du 7 mai, la Cellule de coordination des actions de terrain indique pour le 13 mai choisir « l'apaisement, la dignité et l'intelligence collective »... Il s'agit aussi de ne pas « affaiblir la parole » des représentants politiques au sein des discussions avec l'État et leurs partenaires. « Comme les guerriers de nos histoires, ils avancent avec la force de nos clans et la sagesse des anciens ». (Demain en Nouvelle-Calédonie, 8 mai 2025)

Le torpillage du plan Valls par Backès, Macron et Retailleau

Par contre, les partis bourgeois colonialistes Loyalistes et LR le rejettent ouvertement.

Ce projet porte atteinte à l'intégrité de la République française et à la démocratie. C'est une déception de ne pas aboutir à un accord parce que la Nouvelle-Calédonie se relèverait mieux s'il en avait un. (Sonia Backès, ancienne ministre de Macron et présidente de la province Sud, Le Figaro, 9 mai 2025)

Ils lui opposent un « fédéralisme au sein de la République française », faisant éclater l'archipel selon une logique de ségrégation raciale : le Nord et les îles Loyauté pour les indigènes, le Sud pour les colons.

Le monde kanak et le monde occidental ont, malgré plus de 170 années de vie commune, des antagonismes indépassables, au même titre que l'huile et l'eau ne se mélangent pas. (Sonia Backès, Le Monde, 13 mai 2025)

Le modèle est l'Afrique du Sud de l'apartheid et la séparation de Mayotte du reste des Comores en 1974-1976. Les « indépendantistes » ne peuvent accepter le plan des « loyalistes ».

Le 8 mai au soir, Valls rentre à Paris sans avoir obtenu d'accord. Sa manœuvre a échoué parce que seul le premier ministre en sursis l'appuyait, alors que l'intransigeance des partis colonialistes se nourrissait de l'appui du président français, des ministres de l'intérieur, des armées, de la justice, des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat...

Des élections provinciales détermineront le prochain Congrès. Elles devraient se tenir fin 2025.

Indépendance sans condition de la Kanaky !

Le mouvement ouvrier français doit prendre clairement position : contre sa bourgeoisie rapace, avec les peuples mélanésien et polynésien. Ce sont eux qui doivent décider de l'avenir de l'archipel où pourront vivre à droits égaux tous ceux qui accepteront leur décision.

Or, en « métropole », les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI...) veulent préserver les possessions en Océanie de leur bourgeoisie et refusent l'indépendance à la Kanaky. Capitulant devant eux, certains centristes » (LO, NPA-R...) ne se prononcent même pas pour l'indépendance. Les autres (NPA-AC, POI, RP, PT...) s'alignent de fait sur la représentation de la bourgeoisie kanake (FLNKS, CCAT incluse).

Or, cette direction couarde, à chaque étape, trahit les ouvriers, les employés et les paysans travailleurs kanaks tout en étant incapable de s'adresser aux travailleurs des autres ethnies de la Kanaky et à ceux des États voisins pour affaiblir l'État français, la bourgeoisie coloniale, l'impérialisme mondial.

- Libération immédiate de tous les militants indépendantistes emprisonnés en France !
- Retrait immédiat des militaires, des gendarmes et des policiers français ! Démantèlement des milices de colons !
- Unité et indépendance de la Kanaky ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! Pour les États-Unis socialistes d'Océanie !
- Pour un parti ouvrier révolutionnaire rassemblant tous les exploités de Kanaky, dont la première revendication est le départ de l'impérialisme français !

22 mai 2025

Le capital américain contre le reste du monde

Une guerre commerciale, en particulier contre l'impérialisme chinois

Avant même l'arrivée officielle de Donald Trump au pouvoir, le capital mondial se prépare à des modifications significatives des équilibres géopolitique, économique et financier. Dans un contexte de déclin de l'impérialisme américain, Trump veut le rendre « grand de nouveau » (great again), c'est-à-dire rétablir sa gloire passée, celle de l'époque où le monde capitaliste entier se pliait à ses désirs. Il a choisi la manière forte, en provoquant une guerre commerciale, peut-être le prélude d'une guerre militaire.

Trump met fin de fait au traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA-ACEUM). Une de ses premières annonces, à peine élu, est d'imposer, à partir du 4 février, des tarifs de 25 % sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, qui sont aussi les deux principaux partenaires commerciaux des États-Unis puisqu'ils en dépendent respectivement pour 77 % et 80 % de leurs exportations. Puis il a décidé de « sursoir » (30 jours) cette mesure, avant de renoncer à la suite d'accords d'exemption sur plusieurs secteurs (en particulier la santé et la sécurité pour le Canada, l'acier, l'aluminium et l'industrie automobile pour le Mexique). Il envisage ensuite de frapper les produits en provenance de Chine d'un droit de douane supplémentaire de 10 %. Il accuse la TVA de l'Union européenne d'être protectionniste (ce qui est faux car elle concerne tous les produits, importés ou produits localement). Il menace d'imposer des droits de douane de 200 % sur le champagne et les vins en provenance d'Europe, en réponse à l'imposition par l'Union européenne de droits de douane de 50 % sur quelques produits, dont le whisky, en représailles aux droits de douane américains de 25 % sur l'acier et l'aluminium. Trump a également signé, le mercredi 26 mars 2025, un décret imposant des tarifs douaniers de 25 % sur les importations de voitures.

Trotsky soulignait que, si les tarifs douaniers et les politiques nationalistes sont totalement irrationnels d'un point de vue économique, ils suivent une logique implacable pour ce qui était de préparer la guerre. Ils visent à concentrer les forces nationales de production pour une économie de guerre.

Le 2 avril, Trump annonce que tous les pays avec lesquels les États-Unis souffrent d'un déficit commercial seront frappés d'un droit de douane minimum sur les biens. Le calcul (improbable) est le suivant :

(déficit commercial étasunien) / [(volume des importations) / 2] + 10 %

Cela donne notamment des chiffres particulièrement élevés pour l'Asie (34 % pour la Chine, 46 % pour le Vietnam, 49 % pour le Cambodge...), pas pour la Russie qui est épargnée. Le taux de droit de douane effectif sur toutes les importations passerait de 2,3 % à environ 26 %, soit le plus haut niveau depuis plus d'un siècle. Trump a l'appui de la plupart des bureaucrates syndicaux, y compris ceux qui faisaient passer en 2023-2024 Biden pour un « ami du travail », comme ceux du syndicat de l'automobile affilié à l'AFL-CIO.

Nous applaudissons le gouvernement Trump pour avoir mis fin au désastre du libre-échange... L'UAW a été claire, nous travaillerons avec tout politicien, quel que soit le parti, qui veut inverser la régression de plusieurs décennies... (UAW, Une victoire pour les travailleurs de l'automobile, 26 mars 2025)

La dernière fois qu'une telle pratique (hausse massive des droits de douane) a été adoptée par les États-Unis, avec la loi Smoot-Hawley en 1930, l'impact fut un effondrement du commerce mondial (division par trois en 1933), sachant qu'aujourd'hui les échanges commerciaux représentent une part du PIB bien plus importante qu'alors (15 % contre 6 %).

En augmentant massivement les droits de douane, et donc en menaçant ses concurrents économiques, l'impérialisme américain cherche certainement à attirer des capitaux, à relocaliser ses profits, et à conserver son hégémonie, au prix d'un chaos mondial qui n'épargnerait pas l'économie étatsunienne. En effet, selon le *Financial Times*, cela impliquerait par exemple une perte totale potentielle pour l'industrie automobile de 110 milliards de dollars (une baisse de 30 % de la production de véhicules), avec pour impact une réduction massive des effectifs et une intensification de l'exploitation.

Des capitalistes peu enchantés

Une partie de la bourgeoisie n'est pas sereine. La guerre tarifaire, mais aussi la promotion des cryptomonnaies, sont des sources d'inquiétude, surtout en raison des incertitudes qu'elles provoquent. Ces craintes sont illustrées par la chute de nombreux indices boursiers après les annonces de droits de douane. Du 2 au 4 avril, 5 000 milliards de dollars ont été effacés de la capitalisation boursière totale. L'indice de la principale bourse de New York perdait 11 % en deux jours, celui de la bourse de Paris perdait 12 % en quatre jours, celui de la bourse de Londres 11 %, celui de la bourse de Tokyo 8 %... En particulier, sont touchés des groupes qui se sont enrichis ces dernières années sur l'internationalisation massive (le cours de l'action Nike perd 14 % par exemple, Ford 14 %...). Tesla a également chuté de 5,8 % (44 % sur l'année).

Or, la classe capitaliste aspire à une certaine stabilité. Pour preuve, l'or atteint un nouveau record, son cours a augmenté de 15 % depuis le début de l'année, les banques centrales étant les plus gros acheteurs.

Alors que de nombreux capitalistes s'affolent – « *on est proches du pire scénario que les marchés redoutaient* », Ajay Rajadhyaksha, banque Barclays (*Mediapart*, 3 avril) –, l'état-major de Trump tente de temporiser – « *le marché sous-estime systématiquement Donald Trump* » (Scott Bessent, secrétaire au Trésor, *NBC*, 6 avril). Ceci est une illustration de tensions entre plusieurs fractions de la classe capitaliste, Trump se vantant par exemple qu'après ses annonces un de ses proches s'est enrichi de 2,5 milliards de dollars, image d'un capitalisme particulièrement carnassier, alors que les immenses fortunes de la plupart des capitalistes reposent bien plus sur l'exploitation des travailleurs des pays dominés (la « mondialisation ») que sur l'isolement économique ou la spéculation boursière. Ces tensions prennent également la forme de l'offensive de Trump contre Jérôme Powell, gouverneur de la Fed, qu'il menace de licencier, ce dont il est légalement empêché par le statut d'indépendance de la banque centrale. Il l'accuse de provoquer la récession : « *il pourrait y avoir un ralentissement de l'économie à moins que M. Trop tard, un grand perdant, ne baisse les taux d'intérêt, dès maintenant* » (*Le Monde*, 22 avril).

Trump a alors décrété, le 10 avril, une pause de 90 jours, aujourd'hui inachevée, tout en maintenant la hausse de 10 % des droits de douane sur toute la planète. L'État chinois de son côté a décidé de renforcer les contrôles sur les exportations de minéraux, de terres rares et aimants essentiels dans de nombreuses technologies de pointe pour la production d'automobiles, d'électricité et d'équipements militaires, si bien que le 22 avril Trump s'est dit prêt « *à être très gentil* » (*Les Échos*, 23 avril) avec la Chine et à engager des discussions pour diminuer les droits douaniers.

Le 13 mai, un compromis provisoire est trouvé : 30 % imposées à la frontière américaine aux importations venues de la Chine, 10 % imposées à la frontière chinoise aux importations venues des États-Unis. Les cota-tions du NYSE et du NASDAQ reviennent aux niveaux d'avant le « jour de la libération ».

Cependant, la stratégie de Trump risque d'avoir des conséquences graves pour l'économie mondiale, y compris celle de son pays. Pour l'OMC, les perspectives du commerce mondial se sont fortement détériorées ; face aux menaces de hausse de droits de douane les importations de biens ont augmenté de 12,8 % au premier trimestre. Selon Bruce Kasman (JP Morgan), le risque de récession s'est accru lourdement, et la prévision d'évolution du PIB d'ici la fin de l'année a été abaissée de +1,3 % à -0,3 %. Le FMI a, de son côté, revu ses pro-

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	2024	2025
Production mondiale	3,3	2,8
Pays avancés	1,8	1,4
États-Unis	2,8	1,8
Zone euro	0,9	0,8
Allemagne	-0,2	0,0
France	1,1	0,6
Italie	0,7	0,4
Espagne	3,2	2,5
Japon	0,1	0,6
Royaume-Uni	1,1	1,1
Canada	1,5	1,4
Autres pays avancés	2,2	1,8
Pays émergents et pays en développement	4,3	3,7
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,3	4,5
Chine	5,0	4,0
Inde	6,5	6,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,4	2,1
Russie	4,1	1,5
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,0
Brésil	3,4	2,0
Mexique	1,5	-0,3
Moyen-Orient et Asie centrale	2,4	3,0
Arabie saoudite	1,3	3,0
Afrique subsaharienne	4,0	3,8
Nigéria	3,4	3,0
Afrique du Sud	0,6	1,0
Pour mémoire		
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,3	3,7
Pays en développement à faible revenu	4,0	4,2

FMI, PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, 22 AVRIL.

jections pour la croissance mondiale, en avertissant d'un « ralentissement majeur » de l'économie mondiale.

Premières victimes : les transgenres, les chercheurs, les étrangers et les fonctionnaires

Il s'en prend au droit à changer de sexe. Il généralise la censure, étouffe la recherche scientifique (sauf si elle est reliée à l'intelligence artificielle et aux armements), dresse des listes de livres interdits.

Le premier plan budgétaire du gouvernement Trump ratifié en mars par le parlement (le Congrès à majorité du Parti républicain) implique une hausse de 300 milliards des dépenses pour l'armée, contre l'immigration (qui est majoritairement prolétarienne) et pour l'application de lois sur les frontières, ainsi qu'une réduction jusqu'à 2 000 milliards de dollars pour toutes les autres fonctions gouvernementales qui servent à la population laborieuse (santé, éducation, coupons alimentaires, transports, environnement).

Dans le secteur public, l'objectif affiché est d'amputer le budget fédéral de centaines de milliards de dollars pour financer l'économie de guerre et les cadeaux fiscaux pour les plus riches. Le gouvernement Trump a déjà supprimé plus de 100 000 postes dans la fonction publique fédérale.

18 mai 2025

1^{er} mai Si tu veux la paix, prépare la révolution !

L'offensive de l'impérialisme américain

L'impérialisme américain qui était hégémonique au sein du système capitaliste mondial au sortir de la seconde guerre mondiale est en déclin face à ses concurrents, notamment l'impérialisme chinois. Se ralliant à Trump, une fraction de la bourgeoisie étasunienne a donc décidé d'employer la manière forte, de ne plus s'embarrasser de l'ordre du monde.

L'ordre mondial d'après-guerre n'est pas seulement obsolète : il est désormais une arme utilisée contre nous. Une nouvelle fois, nous sommes appelés à créer à nouveau un monde libre à partir du chaos. Ce ne sera pas facile. Et cela sera impossible sans une Amérique forte et confiante qui s'engage en plaçant à nouveau nos intérêts nationaux fondamentaux au-dessus de tout. (Marco Rubio, secrétaire d'État, 15 janvier 2025)

Il le fait brutalement, bousculant ses anciens alliés et piétinant la souveraineté des pays plus faibles : guerre commerciale tous azimuts, revendications territoriales, recherche d'un accord avec l'impérialisme russe sur le dos des Ukrainiens et pillage de l'Ukraine, soutien total à Israël pour le massacre et l'expulsion des Palestiniens. Cette politique internationale agressive est doublée à l'intérieur par des attaques massives et coordonnées contre les migrants, contre les travailleurs de la fonction publique, contre la santé publique et la sécurité sociale, contre les libertés publiques, contre les droits des femmes, des minorités, etc., contre la protection de l'environnement, contre la prévention des catastrophes, contre les universités, la science et la recherche...

Un enjeu majeur de la lutte des classes au coeur des États-Unis

Pour les communistes internationalistes, c'est la mobilisation de toute la classe ouvrière américaine, ralliant les minorités opprimées et une majorité de la jeunesse étudiante qui peut vaincre, sur la ligne : Pas touche aux immigrés, aux droits syndicaux, aux minorités, aux droits des femmes, aux étudiants, aux services publics, à la sécurité sociale, à toutes les libertés publiques, etc. ! Pour la défense active de l'environnement contre les intérêts prédateurs des grandes entreprises d'hydrocarbures, d'armement, de produits chimiques, de services technologiques, etc. !

Contre la militarisation des frontières ! Maintien de l'aide militaire à l'Ukraine ! À bas le projet de traité colonial pour s'emparer des richesses de l'Ukraine ! Plus une arme, plus un dollar pour Israël ! Pour la fermeture de toutes les bases militaires américaines à l'étranger et le retour au pays de tous les soldats, navires et avions. Pas un

dollar pour maintenir la domination militaire impérialiste américaine dans le monde.

Aucune prétention territoriale ou menace d'annexion sur le Groenland, le Canada, Panama ! Rupture des syndicats et des organisations d'opprimés avec les partis bourgeois (Parti démocrate, Parti républicain, Parti vert...) ! Front uni des travailleurs pour organiser et centraliser la résistance. Autodéfense ouvrière des manifestations, des grèves, des assemblées ouvrières et étudiantes contre les flics et les fascistes ! Pour ouvrir cette perspective de combat, il est urgent que se regroupent aux États-Unis les militants qui cherchent à constituer un parti ouvrier révolutionnaire.

La tentative de partage de l'Ukraine entre l'impérialisme russe et l'américain

Du côté russe, Poutine a mis en place une économie de guerre au détriment de la population laborieuse. Il renforce la répression.

Le prolétariat russe n'a aucun intérêt à affronter son voisin ukrainien. Il

pourrait arrêter la guerre impérialiste que mène sa bourgeoisie. Il lui manque une organisation révolutionnaire qui renoue avec le Parti bolchevik de 1917, qui donne la direction du combat contre Poutine. Libération de tous les opposants à la guerre, libertés démocratiques ! Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt im-

médiat des hostilités !

Les révolutionnaires sont inconditionnellement pour le droit de l'Ukraine à se défendre contre l'agression de la Russie. Mais le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, servilité envers l'impérialisme américain, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat. Libertés démocratiques y compris pour les soldats, abrogation de la législation anti-ouvrière de Zelensky, annulation des privatisations ! Formation militaire, armement des travailleurs et direction de la guerre et des négociations de paix sous le contrôle des organisations ouvrières et de paysans ! Appel au prolétariat russe, à l'internationalisme prolétarien pour arrêter la guerre !

Israël reprend le génocide à Gaza

Israël ne s'embarrasse même plus de la fiction des accords d'Oslo qui lui ont permis, sur la base de la capitulation



lation de l'OLP, de poursuivre sa colonisation tout en s'abritant derrière le mirage de la création de deux États. Son objectif, c'est l'annexion complète de la Cis-jordanie et de la bande de Gaza, le massacre et l'expulsion des Palestiniens, l'occupation militaire permanente du Golan syrien et du Sud-Liban. Les États impérialistes occidentaux continuent de livrer des armes à Israël qui a repris les bombardements de la population gazaouie, les massacres de civils et les destructions, après avoir à nouveau coupé tout accès de l'aide alimentaire et détruit la dernière centrale électrique qui permettait d'assurer la désalinisation de l'eau. Front unique ouvrier pour organiser le boycott des livraisons d'armes à Israël et tout type de soutien logistique ! Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, plurilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme.

La guerre commerciale précipite la crise économique mondiale et préfigure les affrontements armés

Trump a déclenché la guerre commerciale, exacerbant les contradictions avec les autres bourgeoisies et au sein de la classe dirigeante américaine. Le résultat est une politique économique chaotique axée sur les hausses de taxes douanières qui vont inmanquablement précipiter la dislocation des chaînes internationales d'approvisionnement, une diminution de la production mondiale et des échanges internationaux, un regain d'inflation. L'impérialisme chinois, déjà en surproduction, qui se voit pratiquement interdire le marché américain avec 145 % de taxation, va inévitablement se lancer dans une concurrence encore plus féroce pour écouler ses marchandises. C'est avant tout le prolétariat, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays dominés, qui va en faire les frais. Tous les réformistes qui ne remettent nullement en cause le capitalisme mais préconisent avec leur bourgeoisie la défense des productions nationales (ou régionales) par l'instauration de barrières tarifaires ne font qu'encourager cette marche à la crise. La guerre économique précède la guerre tout court.

Le militarisme a un impact écologique dévastateur. Les générations futures risquent non seulement la destruction immédiate de vies humaines, les mutilations et les traumatismes psychiques causés par la violence, la destruction de logements, d'infrastructures et de terres agricoles, mais aussi des pollutions durables.

Partout, pour financer les dépenses militaires, les classes dominantes durcissent leurs attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches de la petite-bourgeoisie. Nationalisme et protectionnisme, xénophobie et racisme, cléricisme et fondamentalisme religieux, masculinisme et hostilité aux droits des femmes, haine des minorités (religieuses, ethniques, sexuelles), poursuite de la destruction de l'environnement, complotisme et obscurantisme antivaccin... sont les étendards de la réaction. Les partis bourgeois traditionnels deviennent de plus en plus réactionnaires, ils sont eux-mêmes concurrencés par l'émergence de partis fascistes, voire fascistes. Les partis ouvriers bourgeois qui se disaient réformistes ne peuvent plus assurer de réformes significatives. Le sort des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes...) et des minorités ethniques (Noirs aux États-Unis, Turcs en Allemagne, Arabes en France, Alaouites en Syrie, Cachemiris en Inde...) tend à s'aggraver.

Le sort des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes...) et des minorités ethniques (Noirs aux États-Unis, Turcs en Allemagne, Arabes en France, Alaouites en Syrie, Cachemiris en Inde...) tend à s'aggraver.

L'ennemi principal est dans notre pays

Les travailleuses et les travailleurs produisent toutes les richesses de la société à

partir de la nature. Ils ont la possibilité d'empêcher la catastrophe. À la xénophobie, au racisme, au nationalisme et au protectionnisme, opposons la liberté totale de circulation et d'installation pour tous les migrants, la suppression des frontières, l'internationalisme prolétarien et la construction du socialisme mondial ! Ni union nationale, ni union sacrée autour des gouvernements bourgeois et de leurs budgets militaires ! Front unique ouvrier de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière contre les budgets militaires ! Aucune voix de député pour le budget militaire !

Guerre à la guerre impérialiste ! Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri, de limiter la crise de l'environnement et d'empêcher la guerre mondiale si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour prendre la tête de la lutte contre toutes les oppressions, pour exproprié le grand capital et détruire l'État bourgeois, pour instaurer des gouvernements ouvriers basés sur les conseils. Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

1^{er} mai 2025

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



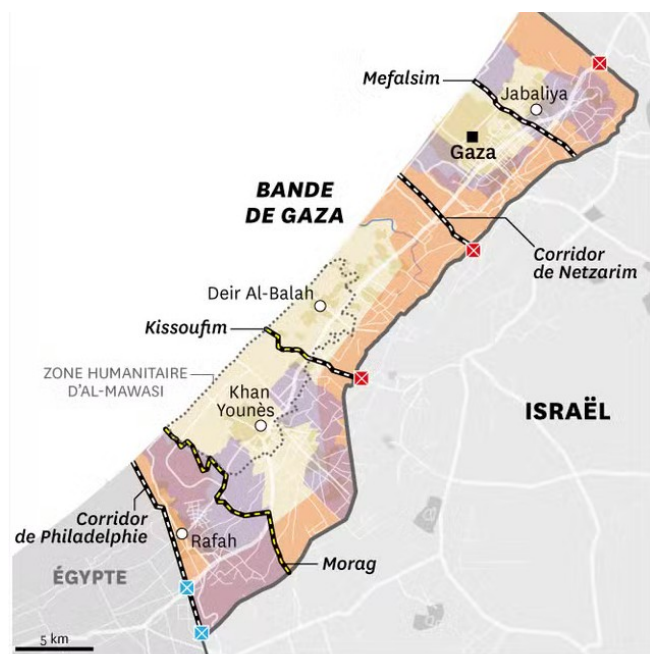
Palestine : les impérialistes poursuivent leur soutien au génocide

Nos meilleurs amis dans le monde ont prévenu qu'ils ne pourraient pas nous soutenir si des images de famine massive apparaissaient... Nous devons éviter la famine tant pour des raisons pratiques que diplomatiques. Sans soutien international, nous ne pourrions pas mener à bien notre mission victorieuse. (Netanyahou, 19 mai)

En une phrase, le premier ministre israélien a révélé toute l'hypocrisie et le cynisme des dirigeants impérialistes. Après avoir soutenu depuis le début l'offensive sioniste à Gaza, il leur faut maintenant prendre une distance diplomatique avec la famine organisée par Israël depuis le 2 mars, pour ne pas apparaître trop ouvertement comme les complices du génocide en cours. En effet, Israël a beau avoir organisé le blocus total de la bande de Gaza, y avoir interdit les journalistes étrangers, avoir tué près de 200 journalistes palestiniens, des images sortent, témoignant de l'horreur quotidienne et du calvaire de la population gazaouie.

Le 16 mai, l'armée sioniste a relancé son offensive sur Gaza, occasionnant 250 morts en moins de 36 heures, dont au moins 45 enfants selon l'Unicef.

Nous regardons ce qui se passe à Gaza, beaucoup de personnes y souffrent et meurent de faim, nous allons nous en occuper. (Trump, 16 mai)



Relance des hostilités le 18 mars 2025 et plans de fragmentation de l'enclave

■ Zones sous ordre d'évacuation de l'armée israélienne
 ■ Zones interdites d'accès par l'armée israélienne
 ● Points de passage (situation au 10 avril 2025) : ■ fermés ■ partiellement ouvert
 — Projets de corridors séparant l'enclave de Gaza en plusieurs parties

Le même jour, la chaîne américaine NBC a révélé que les États-Unis négociaient avec les responsables libyens pour transférer un million de Gazaouis en Libye. Voilà comment l'impérialisme américain, qui continue à financer Israël, à lui livrer armes et munitions, s'occupe de ceux qui souffrent et meurent de faim à Gaza : exiler les Palestiniens en parfait accord avec l'État sioniste.

Macron, Starmer et d'autres ont des états d'âme.

Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que le gouvernement Netanyahu poursuit ces actions scandaleuses. Si Israël ne met pas fin à la nouvelle offensive militaire et ne lève pas ses restrictions sur l'aide humanitaire, nous prendrons d'autres mesures concrètes en réponse. (Canada, France, Grande-Bretagne, Communiqué commun, 19 mai)

Netanyahou a donc autorisé l'entrée au compte-gouttes de l'aide humanitaire : 10 camions le 19 mai, 93 le 20, 100 le 21 et 107 le 22 mai, alors que les organisations de l'ONU estiment que 600 camions par jour sont nécessaires pour faire face à la situation catastrophique.

Mais quelles sont les mesures concrètes qu'envisagent de prendre les gouvernements ? La Commission européenne va « vérifier » (sic) si les actions du gouvernement israélien sont compatibles avec le respect des droits fondamentaux prévus dans l'accord d'association UE-Israël qui stipule que les signataires s'obligent au « respect des droits de l'homme et des principes démocratiques » ! Pendant le temps des vérifications, les massacres peuvent continuer.

Partage des rôles : quand Barrot, ministre français des affaires étrangères, verse quelques larmes de crocodile sur les enfants affamés de Gaza, Retailleau entame une procédure pour dissoudre le collectif Urgence Palestine !

Tous assimilent l'antisémitisme à l'antisémitisme, tous couvrent les poursuites contre les militants qui défendent les droits du peuple palestinien. C'est le discours qu'utilise Trump pour emprisonner ou expulser les étudiants qui protestent, c'est celui de Netanyahu lui-même pour discréditer les Israéliens qui s'opposent à la poursuite des massacres des Palestiniens.

Le mensonge du sionisme à la création de l'État d'Israël, « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », a servi à justifier toutes les exactions contre le peuple palestinien.

Tous les partis réformistes (PS, PCF, LFI) brandissent comme horizon le mythe de deux États pouvant vivre côte à côte en Palestine, en application des accords d'Oslo conclus sous l'égide de l'impérialisme américain. Les dirigeants sionistes ne s'embarrassent même plus de

cette couverture qui leur a simplement permis de développer la colonisation de la Cisjordanie en utilisant les services de l'Autorité palestinienne. Aujourd'hui, le sionisme poursuit l'objectif qui était le sien depuis le début : le grand Israël, de la mer au Jourdain, l'expulsion ou la mort pour les Palestiniens, aussi bien de Gaza que de Cisjordanie.

Si nous ne voulons pas que nos petits-enfants et les petits-enfants de nos petits-enfants se battent dans Gaza, nous devons suivre la vision de Trump. Nous devons être certains que Gaza est vide des Gazaouis. C'est la seule manière pour que nous ne versions pas notre sang pendant des dizaines d'années. (Gabriel Siboni, colonel de réserve, *Conférence du Jerusalem Institute for Strategy and Security*, 11 mai)

Front unique ouvrier pour organiser le boycott des livraisons d'armes à Israël ! Levée du blocus de Gaza par

Israël et par l'Égypte ! Retrait immédiat de l'armée israélienne de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie ! Bas les pattes devant le Yémen et l'Iran ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Levée de toute mesure de dissolution pour Urgence Palestine ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée en France et dans toute l'Union européenne des réfugiés de Gaza !

Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme.

22 mai 2025

Bas les pattes devant la Jeune Garde et Urgence Palestine !

Le 22 octobre 2024, le député RN Odoul posait une « question écrite au gouvernement n° 1264 » sur « l'urgence de dissoudre les groupuscules ».

M. Julien Odoul alerte M. le ministre de l'intérieur sur l'urgence de dissoudre le collectif Urgence Palestine et le groupuscule d'extrême gauche ultraviolent la Jeune Garde Antifasciste. En effet, ces mouvements d'extrême gauche prônent en permanence la violence et la haine contre les Français de confession juive tout en se livrant à des actions qui menacent l'ordre républicain. (Journal officiel, p. 5572)

Le 4 mars 2025, le ministre de l'intérieur lui répondait favorablement.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur condamne toute forme d'atteinte aux valeurs de la République. Il est particulièrement attentif aux actions menées par les différents groupements ou associations susceptibles de troubler l'ordre public, quelle que soit leur mouvance, et attache une grande importance à la lutte contre l'extrémisme sous toutes ses formes, qu'il soit le fait d'un individu ou d'une organisation. (Journal officiel, p. 1383)

Le 29 avril, répondant à la demande du député RN Chenu, Retailleau a annoncé à l'Assemblée nationale qu'il engageait une procédure de dissolution frappant l'organisation antifasciste La Jeune Garde. La Jeune Garde organise des cortèges de jeunes contre le fascisme dans les manifestations et prône l'autodéfense contre les groupes fascistes. L'autodéfense ouvrière, c'est justement ce qui dérange Retailleau. L'État bourgeois s'attaque à la Jeune Garde car il veut empêcher à tout prix que la classe ouvrière organise ses propres services d'ordre et ses milices ouvrières pour se protéger contre les violences fascistes et les violences policières. Une nouvelle fois, la preuve est faite : la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, elle n'a rien à attendre de l'État bourgeois pour la protéger contre le fascisme, au contraire.

Le 30 avril, Retailleau a également annoncé engager une procédure de dissolution visant le collectif Urgence Palestine, arguant qu'il fallait « taper sur les islamistes ». Pour le gouvernement, arc-bouté sur le soutien indéfectible à l'État d'Israël, défendre les Palestiniens, c'est être islamiste et antisémite. Au moment où Netanyahu a repris les massacres à Gaza, où il affame la population et détruit les derniers hôpitaux, le gouvernement Bayrou-Retailleau veut faire taire en France la mobilisation en soutien du peuple palestinien tout comme Trump tente de le faire aux États-Unis.

Le ministre LR Retailleau, une des composantes de « l'arc républicain » mis en avant aux dernières élections législatives par les partis réformistes (pour être prétendument un rempart contre le RN) vient de donner pleine satisfaction au RN qui se félicite des procédures de dissolution engagées contre la Jeune Garde et Urgence Palestine : « le gouvernement se réveille enfin ».

Front unique ouvrier pour la défense inconditionnelle de la Jeune Garde et d'Urgence Palestine ! Toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent appeler dans l'unité à la levée immédiate des procédures de dissolution ! Manifestation centrale à Paris devant le ministère de l'intérieur pour l'exiger !

Vive la Jeune Garde ! Vive Urgence Palestine !

1^{er} mai 2025

Cachemire : non à la guerre entre l'Inde et le Pakistan !

Après l'attentat de Pahalgam par des islamistes réactionnaires, au cours de laquelle 25 touristes et leur guide ont été tués, les gouvernements, les médias, les classes dirigeantes et leurs partis, tant en Inde qu'au Pakistan, sont entrés dans un cercle vicieux d'accusations, de sanctions et de contre-sanctions l'un envers l'autre. Le 6 mai, cela a dégénéré en affrontement militaire...

Tous deux prétendent se défendre contre un agresseur. En fait, les classes dirigeantes des deux pays utilisent cette affirmation pour masquer la nature réactionnaire de leur lutte pour la possession du Cachemire.

L'État indien prétend lutter contre le « terrorisme », mais en réalité, le gouvernement ultraréactionnaire de Modi est l'opresseur colonial du Cachemire, refusant à son peuple tout élément d'autodétermination. La classe dirigeante indienne encourage le racisme antimusulman, l'oppression des femmes, le système des castes et ses bandes de voyous nationalistes hindouistes, afin de maintenir la classe ouvrière indienne divisée et opprimée. La menace d'une guerre avec le Pakistan vise à mobiliser la population pour qu'elle se rallie au gouvernement.

Le gouvernement pakistanais n'est pas moins hypocrite. Il prétend défendre le Cachemire, mais a lui-même tenté d'écraser le mouvement de masse qui s'y est déroulé ces derniers mois. Il nie également le droit à l'autodétermination des minorités nationales au Pakistan, que ce soit au Cachemire, au Baloutchistan ou à Khyber Pakhtunkhwa. Il dénonce le gouvernement Modi qui utilise le « terrorisme » comme prétexte pour opprimer les Cachemiris, tout en déployant exactement le même prétexte pour justifier la déportation de centaines de milliers de réfugiés afghans.

Des deux côtés, les partis bourgeois se sont ralliés à la défense nationale. Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, tous les partis ont clairement indiqué que les travailleurs et les opprimés ne pouvaient s'attendre à aucune résistance à la marche vers la guerre de la part de la bourgeoisie.

Mais aussi les mal nommés partis communistes indiens, CPI et CPI(M), se sont également révélés, une

fois de plus, être des sociaux-chauvins et des laquais de leur propre bourgeoisie. Ces traîtres à la classe ouvrière internationale sont le miroir de leurs homologues pakistanais, comme le HKP.

Une guerre entre l'Inde et le Pakistan serait totalement réactionnaire des deux côtés. La classe ouvrière et les peuples opprimés des deux États doivent s'unir contre l'escalade vers une guerre totale qui déclencherait une catastrophe pour les travailleurs et les paysans, les conscrits et les civils, les hindous et les musulmans, en Inde, au Cachemire et au Pakistan.

Pour préparer le peuple à la guerre, les classes dirigeantes attisent les tensions et incitent à la haine nationaliste, chauvine et raciste entre les peuples. Tout cela prépare l'écrasement des luttes de libération nationale, les attaques contre les conditions de travail et les emplois, l'autorisation pour les capitalistes de piller et de s'enrichir, tandis que les travailleurs et les pauvres se retrouvent au chômage, dans la pauvreté ou avec une balle en guise de récompense.

Nous appelons toutes les organisations qui ont pris

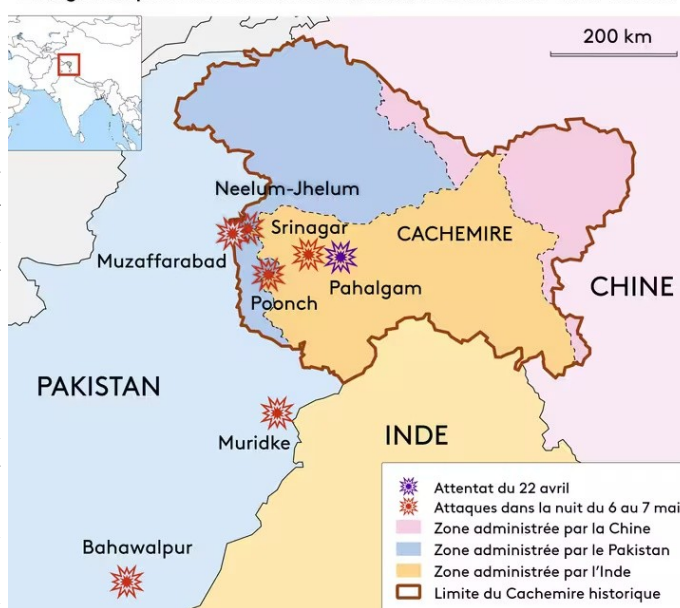
clairement position contre l'hystérie réactionnaire de guerre au Pakistan et en Inde à s'unir dans une action de masse contre la guerre sur les lieux de travail et dans les rues.

Nous condamnons la guerre qui est imposée contre la volonté du peuple opprimé du Cachemire ; nous soutenons la résistance du peuple cachemiri à l'occupation ; nous reconnaissons son droit à l'autodétermination et nous nous prononçons en faveur d'un Cachemire socialiste indépendant et autonome, dans le cadre d'une fédération volontaire de républiques ouvrières d'Asie du Sud. Comme au Cachemire, nous nous opposons à l'oppression des minorités nationales au Pakistan et en Inde.

La classe ouvrière, les syndicats, les organisations de jeunes et de femmes doivent s'opposer aux objectifs de guerre des deux camps. Cette lutte peut et doit être liée à une lutte pour arracher les racines du système fondé sur l'exploitation, l'oppression et le conflit entre les nations : le capitalisme et l'impérialisme.

7 mai 2025, RSM/Pakistan (L51)

La région disputée du Cachemire à la frontière entre l'Inde et le Pakistan



NPA-R : un congrès sans bilan et sans programme

Le programme d'abord ! (Trotsky, 16 décembre 1935)

Le NPA-R ne répond pas au GMI et exclut le courant SoB

Le premier congrès du NPA-R s'est tenu du 31 janvier au 2 février. Lors de sa préparation, avec une participation de 84 %, les votes donnent :

- 89,46 % à Convergences révolutionnaires (CR) et Anticapitalisme & révolution (AR),
- 8,33 % à Démocratie révolutionnaire (DR),
- 2,21 % à Socialisme ou barbarie (SoB).

Après la scission du NPA, le Groupe marxiste internationaliste demande en 2023 à adhérer à celui des deux NPA qui refuse de se subordonner au front populaire, avec les mêmes droits et devoirs que les autres courants, pour y militer au coude à coude et pour confronter son orientation à celle de la direction, démocratiquement, devant tous les militants.

Si le but des chefs CR et AR était vraiment de construire « un parti des travailleuses et des travailleurs, communiste et internationaliste » (l'internationale viendra plus tard, quand ce sera fait ?), ils auraient immédiatement ouvert les portes du NPA-R. Mais la demande les met plutôt mal à l'aise.

Sans se décourager devant leurs atermoiements, les militants du GMI participent aux deux « rencontres d'été » du NPA-R à Barbaste en 2023 et en 2024. Comme chez LO, les exposés des « RER » se terminent sans véritable conclusion, sans perspective, sans programme.

On retrouve souvent la même impuissance propagandiste dans la plupart des articles de *Révolutionnaires*. Le modèle du bimensuel est le « journal d'Arlette Laguiller », pas la presse du Parti bolchevik qui incarnait sa stratégie, qui était tendu vers des mots d'ordre.

Fin 2024, notre organisation internationale (le Collectif révolution permanente fondé en 2002 en Argentine) s'adresse à toutes les organisations révolutionnaires du monde pour se regrouper sur la base du programme communiste.

Toujours pas de réaction. Le GMI écrit donc au congrès pour pouvoir lui présenter sa demande.

Pas de réponse, ce qui prouve le mépris de la direction pour la démocratie ouvrière et sa méfiance envers le congrès et les délégués.

Cela n'empêche pas l'appareil du NPA-R, une fois reconduit, de vanter « une ambiance démocratique et fraternelle » alors qu'il vient d'exclure bureaucratiquement SoB. C'est typiquement ce que l'écrivain George Orwell appelait « double pensée » et « novlangue ».

CR, un vieux sous-produit de LO qui met les jeunes du NPA-R au service de LO

D'où vient CR qui dirige le NPA-R ? En 1996, quelques militants de LO comprennent, enfin, que la Russie est devenue capitaliste en 1991. Par contre, le chef dissimulé de LO, Robert Barcia (Hardy), pense que la Russie est toujours un État ouvrier. Et il ne tolère pas qu'on défie son autorité.

Il met sur le banc de touche les dissidents. Pour pouvoir rester dans l'organisation, les minoritaires devront publier leurs bulletins d'entreprise sous un autre nom (*L'Étincelle*). La « fraction » disposera d'une demi-page dans l'hebdomadaire. Ses recrues n'auront jamais le droit de vote dans l'organisation secrète.

Pour ceux qui trouvent que l'esprit moine-soldat de LO est stupide, il y a la fraction. (Hardy, *Texte interne*, 23 novembre 1996)

Par contre, les militants de CR-L'Étincelle servent toujours de troupes aux activités de la bureaucratie de LO

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP

**AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS**

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : ikcirklo.org

Site d'OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes
le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.
Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour la LC et le PCF,
Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

(campagnes électorales, etc.). CR accepte plus d'une décennie ces conditions antidémocratiques, étrangères au bolchevisme et à la 4^e Internationale.

Cependant, en 2008, CR, sans avoir jamais tiré le bilan de LO ni avoir retrouvé le programme communiste, voit l'opportunité d'échapper à l'étouffement quand la LCR (une organisation pseudo-trotskyiste aussi pro stalinienne que LO, mais plus sensible à l'air du temps) décide de lancer un parti sans programme, fédérant écologistes, féministes, staliniens défroqués, anarchistes, régionalistes, etc. C'en est trop pour LO qui se débarrasse de CR. Mais fin 2022, la direction du NPA se sépare à son tour de toutes les fractions minoritaires qui gênent son rapprochement avec la France insoumise (LFI), le parti social-impérialiste qui semble l'emporter sur le PS et sur le PCF. Le NPA Jeunes bascule du côté des minorités.

Par conséquent, CR se retrouve début 2023 à la tête d'une organisation de taille significative, alors que les franchises étrangères de LO ne dépassent pas un effectif de quelques dizaines, parfois moins que le Groupe marxiste internationaliste.

CR, dont le fonctionnement et l'orientation restent ceux de LO, caporalise « son » NPA et tente d'imposer à sa maison-mère de renégocier.

Nous menons une politique prioritairement tournée vers l'organisation révolutionnaire qui est à la fois la plus proche politiquement et la plus grande numériquement, à savoir Lutte ouvrière... (CR-AR, Texte 3, 12 décembre 2024)

Sans avoir conclu le moindre accord programmatique, l'appareil du NPA-R met sa base militante au service de celui de LO, lors des élections législatives. Des centaines de jeunes du NPA qui croient préparer la révolution mènent la lamentable campagne, semi-réformiste, de LO.

« LO, la plus sérieuse des organisations révolutionnaires » (NPA-R, 19 décembre 2023)

LO est fondée en 1956 sous le nom de VO. Sur le papier, il s'agit de « reconstruire la 4^e Internationale », ce qui présente l'avantage de se placer sous le patronage de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. En réalité, VO n'a pas le moindre lien avec la 4^e Internationale (1933-1953). Aucun de ses fondateurs n'a appartenu à la section française, ni à une autre.

En 1933, après la prise du pouvoir par Hitler, l'Opposition de gauche internationale de l'Internationale communiste abandonne la perspective de redresser la 3^e Internationale. Cette défaite historique du prolétariat allemand est causée tant par la politique du SPD qui a déjà trahi en 1914 et en 1919 (s'allier à la bourgeoisie « démocratique » face à la menace fasciste) que par celle du KPD stalinisé (minimiser le danger nazi, diviser le prolétariat en désignant comme principal danger le SPD). Hardy, au contraire, camoufle la responsabilité de l'IC et du KPD dans cette défaite historique.

Le stalinisme devient aussi contrerévolutionnaire que le travaillisme et la sociale-démocratie avec les procès de Moscou (où les anciens dirigeants du Parti bolchevik sont accusés de complot avec Hitler) et le tournant de l'IC vers les fronts populaires (l'alliance avec la bourgeoisie rejetée par la Ligue des communistes en Europe en 1851, par le Parti bolchevik en Russie en 1905 et en 1917). La 4^e Internationale s'oppose totalement aux fronts populaires. Hardy n'a pas d'opinion sur les fronts populaires, il bavarde, comme le PCF, sur « la gauche ».

Le rôle contrerévolutionnaire des partis « communistes » staliniens et de leurs fronts populaires est confirmé lors de la grève générale de 1936 en France et de la révolution de 1936 en Espagne. Hardy camoufle le rôle consciemment réactionnaire de l'IC et du PCE en Espagne.

Ainsi s'expliquent :

- la ligne économiste de LO, quasi-syndicaliste,
- son indifférence aux fronts populaires (contre lesquels s'est constituée la 4^e Internationale),
- l'absence de mots d'ordre politiques transitoires (front unique ouvrier, milice ouvrière, gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe, etc. adoptés par l'Internationale communiste et par la 4^e Internationale).

Tout rabaissement de la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste, équivaut justement à préparer le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise. Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer (et n'engendre infailliblement) que le trade-unionisme ; or la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière. (Lénine, *Que faire ?*, 1902)

En pratique, VO-LO adopte toute une série de positions opportunistes qui découlent de son adaptation au stalinisme :

- oublier l'indépendance de l'Algérie (VO, contrairement aux deux fractions du PCI, ne sera pas poursuivie par la justice française),
- reconnaître l'État d'Israël,
Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (Hardy, juillet 1967)
- reprocher au PCF de s'allier au PS,
- taire la cogestion pratiquée par la bureaucratie de la CGT comme par toutes les autres,
- voter à plusieurs reprises pour des partis bourgeois (et même participer à des listes avec des partis bourgeois !),

- ne jamais affronter la bureaucratie de la CGT dans les assemblées générales, les sections et les congrès syndicaux,
- attribuer la responsabilité des défaites aux travailleurs,
- taire la nécessité de l'autodéfense et de l'insurrection,
- demander plus de flics

Je suis pour l'augmentation du nombre de policiers.
(Laguiller, porte-parole de LO, 30 mars 1981)

« Toute secte est religieuse » (Marx, 1868)

Les communistes procèdent toujours du programme international au programme national, du programme à la forme d'organisation. L'organisation communiste est toujours démocratique, même dans la clandestinité.

Hardy justifie sa prétention à fonder sa secte séparée (et à vaguement « reconstruire la 4^e Internationale ») en revendiquant non la défense d'un programme, mais un « type original » de recrutement et de fonctionnement.

Notre type de discipline est notre seule justification en tant que groupe original. (Hardy, *Rapport politique*, 5 décembre 1992)

Hardy pense avoir découvert la pierre philosophale, une recette magique, à laquelle le mouvement ouvrier international n'avait pas pensé durant 150 ans : ni la Ligue des communistes, ni l'Association internationale des travailleurs, ni l'Internationale ouvrière, ni l'Internationale communiste, ni la 4^e Internationale.

Pour former un jeune et le transformer, il faut quasiment vivre avec. (Hardy, *Rapport politique*, 12 octobre 1991). *Il faut lui proposer de le voir tous les jours, il faut être son père, sa mère, son frère, sa sœur, etc... Il faut être aimé.* (Hardy, *Rapport politique*, 5 décembre 1992)

Hardy et ses adjoints façonnent des disciples, pris le plus jeune possible, au lycée, en les coupant de leur milieu familial. L'initiation inculque la foi et la soumission, en commençant par la lecture de romans sociaux et en exigeant d'emblée l'obéissance aveugle. Plus tard, on passe à des ouvrages marxistes, rarement appliqués par la direction à la conjoncture. Leur invocation sert à légitimer les exigences de sacrifices en argent et en temps. En réalité, Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky étaient souvent joyeux. Surtout, ils ne doutaient ni de la capacité de la classe ouvrière à renverser l'ordre existant, ni de l'aptitude des militants communistes à penser par eux-mêmes, à débattre librement et à trancher démocratiquement.

Toute secte est religieuse... La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a de commun au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa recette particulière qui l'en distingue.
(Karl Marx, « Lettre à Schweitzer », 13 octobre 1868)

Certes, la lutte pour la révolution exige du dévouement. Mais LO est hostile à toute organisation de jeunesse (la à l'opposé de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale). Elle fonctionne en fait comme une secte morose. Les recrues sont invitées à ne pas faire d'enfant. Durant les congés d'été, au lieu de jouir de vacances bien méritées, les disciples sont maintenus sous la coupe, dans des « caravanes » ineptes qui ont survécu à la mort du gourou. Les adeptes du hardysme se pensent infiniment supérieurs à tous les autres militants de ce qu'ils appellent, comme le PCF, « la gauche » et « l'extrême-gauche ». Ils se sentent sélectionnés, élus. Quand ils sont embarrassés dans une discussion, ils s'en tirent en rétorquant : « faites comme vous voulez de votre côté ».

Certes, chez LO, la révolution remplace les dieux de la plupart des sectes. Mais, comme toute divinité, la révolution est hors d'atteinte, elle n'est pas de ce monde. Même en mai-juin 1968, Hardy, qui méprise au fond le prolétariat, ne voit dans la crise révolutionnaire que des grèves revendicatives. Autrement dit, il n'y aura jamais de révolution en France, ni ailleurs.

Quant à la démocratie ouvrière, voici un aperçu d'un congrès de LO, en décembre 1987. Un envoyé officiel de la LCR a 10 minutes pour parler alors que Hardy lui répond pendant 120 minutes.

J'étais le seul invité extérieur. Arlette à 13 h 01 annonça l'ordre du jour : de 13 h 03 à 13 h 10, l'état des adhésions, de 13 h 11 à 13 h 17, l'état des ventes du journal... De 14 h 05 jusqu'à 14 h 15, le camarade de la LCR... Quand j'eus fini, le dirigeant principal me répondit pendant deux heures pleines... Après il y eut une pause d'un quart d'heure, puis, quelques interventions très générales, où aucun fait localisé n'était cité, pendant un peu plus d'une heure. Quand ce fut fini, il y eut une longue réponse du rapporteur qui me critiqua encore, puis un vote à mains levées, à 99 % des délégués. (Gérard Filoche, 68-98, *histoire sans fin*, 1998)

Trotsky avait donné le conseil suivant à la section française de l'Opposition de gauche de l'Internationale (Ligue communiste).

La masse ouvrière n'est pas composée de nourrissons. L'ouvrier ne demande pas d'ordres, mais de



L'aide pour son orientation politique. Pour cela il faut lui dire avant tout ce qui est... La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers... (« Lettre à La Vérité », 5 août 1929)

Le journal *Lutte ouvrière* ne dit pas la vérité sur la bureaucratie réformiste. La direction de LO prend la masse ouvrière pour des nourrissons, lui ment quand elle signe « Arlette Laguiller » puis « Nathalie Arthaud » les éditoriaux qui sont écrits par d'autres.

« L'implantation » qui est censée distinguer VO-LO ne bénéficie pas à la classe ouvrière, elle ne prépare pas la révolution. Jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991 et à la crise finale du stalinisme mondial qui suit, VO-LO fonctionne comme une fraction externe du PCF. LO s'est depuis intégrée à la bureaucratie corrompue de la CGT. « L'implantation » hardyste est en fait au service des Ségu, Krasucki, Viannet, Thibault, Martinez, Binet... De ce point de vue, il n'y a que des nuances, secondaires, entre VO-LO et LCR-NPA-RP.

Aucun bilan de plus d'une décennie de pratique réformiste au sein du NPA

En 2017, le NPA mène une campagne réformiste au premier tour de la présidentielle puis il appelle à « battre Le Pen » au second tour. Autrement dit, le NPA appelle à voter pour le principal candidat de la bourgeoisie. Tout cela ne gêne guère les courants minoritaire (RP, CR, AR, CLAIRE, DR...).

En 2018, le NPA, comme LO et LFI, s'enthousiasme pour les Gilets jaunes, un mouvement à base populaire mais qui reste aux mains de la petite bourgeoisie (travailleurs indépendants et petits patrons réactionnaires), ce dont témoignent les drapeaux tricolores et leur axe : pour les référendums et contre les impôts. Cela ne trouble pas les minorités du NPA.

Lors de l'épidémie de covid, ce qui reste du NPA et RP (qui vient de le quitter sans divergence stratégique) applaudissent, comme LFI et LO, le mouvement « antivax » dirigé par des complotistes et des fascistes.

Au premier tour de la présidentielle de 2022, le NPA mène de nouveau une campagne réformiste puis appelle, dans les mêmes termes que LFI, à battre Le Pen au second tour. Autrement dit, avec le PS, le PCF, la plupart des bureaucraties syndicales, à reconduire le président bourgeois.

La première chose qu'auraient faite des communistes après la scission opérée par Poutou (ex-LO), Besancenot et compagnie aurait été de convoquer immédiatement un congrès démocratique quelques mois après pour tirer le bilan de 14 ans d'opportunisme et adopter un programme clair. Mais les hardystes de CR s'arrogent le droit de diriger sans congrès, sans bilan, sans présenter leur programme.



Rien d'essentiel ne différencie le NPA-R de LO

Tout au long de 2022, ni LO, ni le NPA, ni RP, ne se battent au sein des syndicats, des lieux de travail et d'étude contre la négociation par toutes les bureaucraties syndicales de la nouvelle attaque que le gouvernement Macron-Borne prépare contre les retraites.

Au printemps 2023, jamais les deux NPA, RP, LO, le POI, le PT ne se battent dans les assemblées générales et dans les syndicats pour la grève générale. Tous soutiennent les « journées d'action » de l'Intersyndicale qui visent à empêcher la grève de tous en même temps, jusqu'à satisfaction, seul moyen d'arracher le retrait du projet de loi.

Durant la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs, LO ne fait aucun cas de la grève générale. Le NPA-R se contente d'une affiche. Les morénistes de RP, plus rusés que les hardystes, lancent un « réseau » qui s'affiche pour « la grève générale ». En réalité, LO, les deux NPA et RP appuient les « grèves reconductibles » des bureaucraties de la CGT et de SUD. S'il n'y a pas « généralisation », disent tous les larbins des bureaucraties CGT, SUD et FSU, c'est la faute aux travailleurs. Les deux NPA cautionnent même la diversion pitoyable des casserolades de LFI.

L'été 2023, au lieu de tirer les leçons de cette défaite, le NPA-R fait croire, comme les chefs syndicaux et les partis ouvriers bourgeois, que le mouvement se poursuit et peut vaincre. Le NPA-R envoie une délégation à la conférence « anti-impérialiste » de Milan. Elle capitule honteusement devant Lotta Comunista qui attaque ouvertement l'héritage antistalinien de l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale, qui refuse de condamner l'invasion de l'Ukraine, qui ne se prononce jamais pour la destruction de l'État sioniste.

La direction du NPA-R n'est pas séduite par l'orientation politique de LC. Peu lui importe le programme de LC. Elle est fascinée par la découverte d'une secte sachant, aussi bien sinon mieux que LO, lobotomiser et pressurer ses adeptes.

Fin 2023, le NPA-R participe aux manifestations contre le génocide à Gaza sans aucun programme pour la Palestine et le Proche-Orient. Le NPA-R, pas plus que le NPA-AC, ne combat dans les syndicats pour le boycott des armements français à destination d'Israël et la rupture de toute collaboration militaire.

En 2024, la mini bureaucratie consolidée du NPA-R envoie les militants de base se démenier pour les élections européennes et législatives de 2024, sans programme distinct de RP ou de LO.

Une absence de programme bien confortable

Le bloc de direction CR-AR ne repose sur aucune base programmatique, comme le voient bien les tendances minoritaires.

Une fusion par en haut telle qu'elle se déroule depuis deux ans sans discussion ouverte à tous. Les militant.es, publique, sans qu'il soit possible de comprendre les divergences qu'ils auraient surmontées et de partager l'expérience qu'ils qualifient d'inédite, ne porte aucune dynamique pour le mouvement révolutionnaire. (DR, 12 décembre 2024)

La situation est quand même un peu inédite, parce que nous ne retrouvons pas d'autres cas de fusions opérées sur la base d'unification des instances organisationnelles sans aucun accord sur le programme et la stratégie. (SoB, 20 décembre 2024)

La plateforme de la direction échoue à expliquer le NFP à la lumière des analyses de Trotsky sur les fronts populaires. Elle titube sur la qualification à appliquer aux directions syndicales qui sont présentées comme « en deçà », ou comme « corps intermédiaires », corporatistes ou nationalistes mais jamais comme des agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Cette absence de programme explique quelques hésitations comme sur le capitalisme chinois qui n'est jamais clairement qualifié d'impérialiste.

À rebours de ce que doit être une organisation prolétarienne révolutionnaire, le programme est repoussé aux calendes grecques, alors que la direction a déjà différé de deux années.

Nombre de vérifications et de débats sont encore devant nous avant de pouvoir synthétiser ce programme dans un document, ce qui pourrait être un objectif pour le prochain congrès. (CR-AR, Texte 3, 12 décembre 2024)

Si un programme est facultatif pour la petite bureaucratie du NPA-R, il est indispensable pour la classe ouvrière, pour toute organisation révolutionnaire.

Le programme, c'est un obstacle sérieux pour la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous autres croyons que le programme détermine tout. (Lev Trotsky, Lettre au comité central du GBL, 4 décembre 1935)

L'objectif, le vrai programme de CR, qui ne peut pas être dit aux militants, est de conserver son appareil dans le cadre du capitalisme pourrissant, de ne pas être tenu d'affronter les bureaucraties syndicales. De là découle l'importance accordée aux compatibilités dans les « pratiques militantes ».

Nous sommes ouverts aux discussions avec les courants et organisations dont les positions et les pratiques peuvent nourrir notre compréhension des situations, et qui sollicitent comme nous des échanges. Nous ne souhaitons pas opérer de rapprochements sur la base de seuls textes. Les références programmatiques doivent être éclairées par les pratiques militantes et organisationnelles, mises à l'épreuve des implantations et interventions dans la classe ouvrière, et aussi la jeunesse. (CR-AR, Texte 1, 12 décembre 2024)

La direction du NPA-R, composée majoritairement de permanents syndicaux et politiques, ne daigne pas répondre aux communistes du Groupe marxiste internationaliste.

La discussion d'un programme, tous les militants et, au-delà, tous les travailleurs intéressés peuvent s'en faire une opinion. Par contre, la « compatibilité des pratiques » est décidée, en secret, sans que la base s'en mêle. Ces tartufes doucereux redoutent par-dessus tout de débattre honnêtement de l'orientation, du programme. En sous-main, ils répandent, en interne, des calomnies contre SoB et contre le GMI qui serait ni plus ni moins qu'un briseur de grève.

Les militants communistes, parce qu'ils s'efforcent d'être une avant-garde et non une arrière-garde, se concertent toujours avec les travailleurs de leur site. Par conséquent, ils n'obéissent pas forcément aux décrets des appareils syndicaux. À l'opposé, la petite bureaucratie de LO et son clone du NPA-R exigent que leurs militants obéissent toujours aux bonzes syndicaux, même pour des simulacres de grève, quand 95 ou 98 % des travailleurs vont travailler. Quitte à les faire passer pour des zombies.

Les centristes ont beau bavarder sur les masses, c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. (Trotsky, Pour les comités d'action, pas le Front populaire, novembre 1935)

Un « pôle des révolutionnaires » triés selon les besoins du moment

Avancé depuis plusieurs mois dans le bimensuel, consacré dans la plateforme de la direction et ratifié par le congrès, le mot d'ordre du « pôle des révolutionnaires » (un recyclage de « l'unité des gauchistes » de LO en 1968) semble sonner comme l'unité des organisations ouvrières se réclamant de la révolution.

Le regroupement dans l'action militante et dans l'apparition publique des forces des révolution-

naires constituerait un atout essentiel. (CR-AR, *Texte* 3, 12 décembre 2024)

La classe ouvrière a besoin pour vaincre d'un parti ouvrier révolutionnaire, basé sur un programme communiste. La classe ouvrière a besoin pour se défendre du front unique de ses organisations de toutes ses organisations, contre les attaques de la bourgeoisie.

Le « pôle des révolutionnaires » des chefs du NPA-R n'est ni l'un, ni l'autre. La classe ouvrière n'a pas besoin d'un bloc électoral prolongé d'organisations centristes qui se disputent en permanence sur des questions secondaires (comme le FIT en Argentine). Le « pôle des révolutionnaires » tombe déjà dans les mêmes travers : le NPA-R

propose un meeting commun le 1^{er} mai 2024 au PT et à LO, mais pas à RP. Qui décrète que le PT et LO sont plus « révolutionnaires » que RP ? Qui fait le tri parmi les « révolutionnaires » ? Sur quel critère quand on n'a pas de programme ?

Le seul « pôle des révolutionnaires » qui constituerait une avancée serait de rassembler pour agir ensemble toutes les forces qui s'opposent au protectionnisme et au militarisme, qui luttent contre le génocide des Palestiniens et pour l'indépendance de la Kanaky, qui veulent se défendre contre les flics et les fachos, qui combattent la collaboration de classes (cogestion, négociation des attaques étatiques, fronts populaires...). Bref, si c'était un pas vers un parti ouvrier révolutionnaire en mesure de combattre les anciennes directions de collaboration de classes.

Dans les syndicats d'Occident, une aristocratie ouvrière corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte... en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile... Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré. (Lénine, *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme*, 1920)

À quoi bon un LO supplémentaire en plus petit et moins connu ?

Le communiqué du congrès semble sortir tout droit du « journal d'Arlette Laguiller », il y est question du « camp des travailleurs », de sa nécessité de se « faire entendre », que « les travailleuses arracheront leurs revendications par leurs grèves et par leurs luttes » donc sans s'armer, sans la révolution, sans la prise du pouvoir, sans la dictature du prolétariat.

Nulle part ailleurs que dans le mouvement ouvrier français, n'existait un tel réseau de sectes... Chaque petit groupement, surtout sa bureaucratie, regardait son existence comme une fin en soi... Le Parti communiste est né pour secouer ce conservatisme jusqu'à ses racines, pour rassembler toutes les fractions du prolétariat par le front unique contre la bourgeoisie et son État. (Trotsky, *Lettre du CEI de l'Internationale communiste au congrès du PC-SFIC*, 13 septembre 1923)

Ce qu'il faut aux travailleuses et aux travailleurs, c'est un Parti bolchevik. Pas dans 100 ans, le temps presse !

10 mai 2025

Cahiers révolution communiste

- n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975
- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
- n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
- n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
- n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
- n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
- n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 GMI, *Programme*, 2017
- n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995

3 euros auprès des militants
5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 19)

8 mai 1945 : soulèvement national et répression coloniale en Algérie

Le 8 mai 1945, les États bourgeois américain, britannique, français fêtent la défaite de l'Allemagne qui serait la victoire de « *la justice et de la liberté* ». Au même moment, la police, l'armée françaises et les colons massacrent des milliers d'Algériens à Sétif et à Guelma.

1942-1945 : de Gaulle rejette l'indépendance de l'Algérie

Deux fractions de la bourgeoisie française, l'une incarnée par Pétain (à Vichy) qui fait le choix de l'alliance avec l'impérialisme allemand et l'autre représentée par de Gaulle (à Londres) qui fait celui de l'alliance avec les impérialismes britannique et américain, se disputent les colonies françaises. En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord et infligent une défaite aux forces armées françaises fidèles à Vichy. Le gouvernement américain joue la carte de l'amiral Darlan puis, après son assassinat par un royaliste français, du général Giraud qui ne change pourtant rien à l'oppression des Juifs, ni évidemment à celle des Arabes et des Kabyles.

Au printemps 1943, le clergé (AOMA) et les nationalistes bourgeois algériens (PPA, UPA) proposent leurs services aux Alliés en échange de la promesse d'un « État associé à la France ». Abbas publie un manifeste que Messali amende.

La participation, immédiate et effective, des musulmans algériens au gouvernement de leur pays (la formation immédiate d'un gouvernement provisoire issu du peuple), ainsi que cela a été fait par le gouvernement de Sa Majesté britannique et le général Catroux en Syrie et par le gouvernement du Maréchal Pétain et les Allemands en Tunisie. Ce gouvernement pourra seul réaliser aux côtés du général Giraud et des armées anglo-américaines, dans un climat d'unité morale parfaite, la participation du peuple Algérien à la lutte commune. (dans Youcef Beghoul, *Le Manifeste du peuple algérien, les Amis du manifeste et de la liberté*, Dahlab, 2007, p. 28)

En novembre 1943, de Gaulle écarte Giraud.

La France veut que les hommes qu'elle chargera de la gouverner aient les moyens d'imposer à tous, au-dedans, la puissance suprême de l'État et pour suivre, au-dehors, des desseins dignes d'elle... complétée par un Empire fidèle et doté de vastes ressources. (Charles de Gaulle, *Discours d'Alger*, 3 novembre 1943, site Assemblée nationale)

Il promet d'accorder les droits politiques à quelques dizaines de milliers de « musulmans ». Il nomme pour gouverner la colonie le général Catroux. Celui-ci rejette

le *Manifeste du peuple algérien* et emprisonne Abbas et Sayah. Le Parti communiste (PCA) est, lui, autorisé. Tous les nationalistes (AOMA, UPA, PPA) fondent en mars 1944 l'Association des amis du manifeste et de la liberté (AML). Ce front conciliateur se prononce pour une Algérie autonome fédérée à la France. Néanmoins, le PCA, prosterné devant de Gaulle, accuse le PPA de prendre ses ordres chez Hitler.

Le 7 mars 1944, le gouverneur algérien promulgue une ordonnance qui accorde la citoyenneté française à une minorité de notables. Le 15 mars 1944, le programme du Conseil national de la Résistance signé par la SFIO, le PCF et la CGT se tait sur l'indépendance des colonies et se contente de « *l'extension des droits politiques, sociaux et économiques de la population indigène et coloniale* ». Le général de Gaulle nomme Chataigneau (PS-SFIO) gouverneur général d'Algérie.

8 mai 1945 : le gouvernement MRP-PS-PCF écrase la révolte du Constantinois

Le 23 avril 1945, le gouvernement MRP-SFIO-PCF présidé par le général de Gaulle déporte Messali Hadj au Congo.

Le 1^{er} mai, des manifestations se déroulent dans 18 villes algériennes, parfois accompagnées de heurts avec la police, qui font plusieurs victimes à Oran et à Alger parmi les manifestants. (Michel Pierre, *Histoire de l'Algérie*, Tallandier, 2023, p. 309)

Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation organisée par le PPA, avec plusieurs dizaines d'Arabes ayant combattu dans les troupes françaises des Alliés, tourne à l'émeute lorsque la police cherche à enlever un dra-



MAI 1945, UN MILITAIRE FRANÇAIS ACHÈVE UN CIVIL DÉSARMÉ



peau algérien et les pancartes réclamant la libération de Messali Hadj.

*Le 8 mai, le Nord constantinois, délimité par les villes de Bougie, Sétif, Bône et Souk-Ahras et quadrillé par l'armée, s'apprête, à l'appel des AML et du PPA, à célébrer la victoire des Alliés. Les consignes sont claires : rappeler à la France et à ses alliés les revendications nationalistes, et ce par des manifestations pacifiques. De la dénonciation de la misère et de la corruption à la défense de l'islam, tout est mis en oeuvre pour mobiliser... À Sétif, la violence commence lorsque les policiers veulent se saisir du drapeau du PPA, devenu depuis le drapeau algérien, et des banderoles réclamant la libération de Messali Hadj et l'indépendance. (Mohammed Harbi, *Le Monde diplomatique*, 8 mai 2005)*

La police tire. En riposte, des Arabes et des Kabyles massacrent aveuglément les Européens, dont des travailleurs, qu'ils rencontrent. La gendarmerie renforce la police.

*Le reste du cortège se regroupe et continue sa marche. Un car de gendarmes le coupe en deux. Il arrive enfin au monument aux morts où la gerbe de fleurs est quand même déposée. A ce moment-là, la police et la gendarmerie interviennent. Des rafales sont tirées. Des musulmans tombent. À 11 heures, on dénombre 21 morts. (Redouane Ainad Tabet, *Le 8 Mai 1945 en Algérie*, OPU-ENAP, 1985, cité par *El Watan*, 8 mai 2025)*

Les villages des alentours, où se réfugient les manifestants, se soulèvent et sont violemment réprimés. Le même enchaînement se produit à Guelma et à Kherrata.

*À Guelma, les arrestations et l'action des milices déclenchent les événements, incitant à la vengeance contre les colons des environs. Les civils européens et la police se livrent à des exécutions massives et à des représailles collectives. (Mohammed Harbi, *Le Monde diplomatique*, 8 mai 2005)*

À Kherrata, le 8 mai, près de 10 000 personnes se rassemblent pacifiquement. Le lendemain, l'armée française tire sur la population de la ville et des villages avoisinants.

La répression militaire a donné lieu à tous les abus : tirs à vue sur tout groupement d'indigènes, assassinats sans sommation ni interrogatoire, meurtres de prisonniers, viols, pillages, incendies. Un navire de guerre est mis à contribution pour pilonner les mechtas proches des zones côtières. À la canonnière de la marine de guerre s'ajoutent les bombardements

*aériens. Les avions mitraillent à basse altitude, lâchent des roquettes. Un avion bombarde en rase-motte la colonne de campagnards sortant de Collo après la manifestation. En même temps, la troupe déclenchait des opérations de répression ou de nettoyage (sic) qui allaient faire le vide dans les douars. (Redouane Ainad Tabet, cité par *El Watan*, 8 mai 2025)*

Le 14 mai, le gouvernement PS-PCF-MRP interdit l'AML et arrête ses chefs Abbas (UPA), Saadane (UPA), Brahim (AOMA). La répression dure jusqu'au 24.

Comme à Gaza aujourd'hui, les statistiques illustrent qu'il n'y a jamais d'équivalence, de fausse symétrie à la LO, entre un État colon et un peuple opprimé. Alors que les émeutes font 102 morts parmi les colons, 15 000 à 45 000 Kabyles et Arabes sont massacrés entre mai et juin 1945.

La position scandaleuse des deux partis sociaux-impérialistes

La représentation politique de la bourgeoisie arabe et le clergé musulman se démarquent du PPA. Ils créent en 1946 l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA).

*En Algérie, après la dissolution des AML le 14 mai, les autonomistes et les oulémas accusent le PPA d'avoir joué les apprentis sorciers et mettent fin à l'union du camp nationaliste. Les activistes du PPA imposent à leurs dirigeants la création d'une organisation paramilitaire à l'échelle nationale. Le 1^{er} novembre 1954, on les retrouve à la tête d'un Front de libération nationale (FLN). La guerre d'Algérie a bel et bien commencé à Sétif le 8 mai 1945. (Mohammed Harbi, *Le Monde diplomatique*, 8 mai 2005)*

Partout, les colons armés (dont des membres du PS-SFIO et du PCA) participent aux exactions.

*Des socialistes et des communistes participent aux milices de civils enrôlées dans la répression aveugle. (Claude Liauziau, *Histoire de l'anticolonialisme en France*, Pluriel, 2010, p. 377)*

Le PCF et le PS sont au gouvernement français... et ils y restent. Cela atteste de la convergence à partir de 1933 du stalinisme et du réformisme de type travailliste ou sociale-démocrate. Cela montre la justesse de l'orientation des communistes révolutionnaires vers la 4^e Internationale.

*Le caractère contrerévolutionnaire du stalinisme dans l'arène internationale est définitivement établi. (Lev Trotsky, « Leçon d'Espagne », 17 décembre 1937, *Oeuvres*, ILT, t. 15, p. 388)*

Dans la politique pratique, l'IC est à la droite de la 2^e Internationale. (Lev Trotsky, « L'article de Staline », 9 mars 1938, t. 16, p. 292)

L'histoire dément les centristes (LO, RP, NPA-AC, NPA-R...) qui font croire que le stalinisme d'après 1933 reste de nature différente de la sociale-démocratie d'après 1914, qu'il est redressable.

Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du manifeste. La délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien Alger Républicain, le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtiment rapide et impitoyable des provocateurs ». (Grégoire Madjarian, *La Question coloniale et la politique du Parti communiste français*, Maspero, 1977, p. 106-107)

*Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. (« Le fascisme organise ouvertement la guerre civile », *L'Humanité*, 19 mai 1945, p. 2, site BNF)*

L'ouverture des archives du PCF aux historiens le confirme.

Nous devons être très attentifs, vigilants, les événements si graves d'Algérie, je n'insiste pas, c'est une provocation politique. (Maurice Thorez, « Intervention au comité central du PCF », 18 mai 1945, cité par Alain Ruscio, « Les communistes et les massacres du Constantinois », *Vingtième Siècle* n° 97, 2007)

Il faut bien se souvenir que les chefs du PPA font partie de la même bande qui étaient des hitlériens. Eh bien, c'est les mêmes types. Ce Messali est une fripouille de la petite espèce. Ce sont ces gens qui sont des provocateurs auxquels il est permis d'organiser le mouvement, en général, ce sont des mouchards de la police. (André Marty, « Intervention au comité central du PCF », 18 mai 1945, cité par Alain Ruscio)

Les communistes révolutionnaires sauvent l'honneur du mouvement ouvrier

L'abjection sociale-impérialiste du PS et du PCF laisse les mains libres à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie arabe du MLTD (ex-PPA) de plus en plus islamiste et anti-Kabyle puis au FLN (sa scission guérillériste du MLTD) qui va mener la lutte nationale à sa manière, nationaliste et cléricale, avant de confisquer le pouvoir aux masses et faire de l'Algérie un capitalisme dominé.

PAS UN SOLDAT, PAS UN FUSIL CONTRE LES PEUPLES COLONIAUX!

A BAS L'IMPERIALISME! VIVE LA REVOLUTION COLONIALE!

INDEPENDANCE TOTALE ET IMMEDIATE DE TOUTES LES COLONIES!

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!

Le Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale.

P.C.I., Section française de la IV^e Internationale.

R.C.P., Section anglaise de la IV^e Internationale.

P.C.R., Section belge de la IV^e Internationale.

P.C.O., Section italienne de la IV^e Internationale.

P.C.I., Section grecque de la IV^e Internationale.

O.K.I., Section allemande de la IV^e Internationale.

C.R.M., Section hollandaise de la IV^e Internationale.

G.C.I., Section espagnole de la IV^e Internationale.

P.C.R., Section irlandaise de la IV^e Internationale.

M.A.S., Section suisse de la IV^e Internationale.

QUATRIÈME INTERNATIONALE, SEPTEMBRE 1945

LE SWP NE FIGURE PAS DANS LA LISTE À CAUSE D'UNE LOI AMÉRICAINE

INDEPENDANCE DES COLONIES!

LA VÉRITÉ, 24 NOVEMBRE 1945

En France, seuls les anarchosyndicalistes de la Révolution prolétarienne, le Parti communiste internationaliste (la section française de la 4^e Internationale) et un petit groupe qui se réclame aussi du programme de la 4^e Internationale (l'UCI de Barta) dénoncent le colonialisme et se prononcent pour le droit à l'indépendance de l'Algérie.

Si les travailleurs français ne veulent pas apparaître aux yeux des masses nord-africaines comme les soutiens des entreprises coloniales du capitalisme, ils doivent rejeter cette politique et reconnaître sans conditions le droit à l'indépendance totale des peuples arabes de l'Afrique du Nord. (UCI, *La Lutte de classes*, 21 mai 1945)

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La répression de la révolte d'Algérie a les mêmes caractéristiques que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie. (PCI, *La Vérité*, 25 juillet 1945)

À l'échelle internationale, seule la 4^e Internationale défend inconditionnellement l'indépendance des colonies de tous les empires coloniaux.

Au peuple algérien, ont répondu les massacres. La répression qui s'ensuivit fut d'une sauvagerie indescriptible... C'est seulement en donnant de multiples preuves de sa volonté inébranlable d'aider l'indépendance de l'Algérie que le prolétariat et son avant-garde pourront retrouver le chemin du front unique avec les peuples coloniaux, indispensable au renversement de la bourgeoisie française. (QI, *Quatrième Internationale*, juillet 1945)

8 mai 2025

ABC du marxisme : protectionnisme

Face à l'offensive protectionniste de Trump, un mensuel qui défend depuis des décennies les prérogatives de l'État national contre la « mondialisation » titre : « *Un autre protectionnisme est toujours possible* » (*Le Monde diplomatique*, mai 2025). « L'autre protectionnisme » ou « le souverainisme de gauche » rappellent irrésistiblement le sketch *Le bon chasseur* (les Inconnus, 1991).

Le protectionnisme est la politique économique qui entrave l'entrée de marchandises en provenance de l'étranger. L'État bourgeois procède ouvertement (des droits de douane, des quotas, des prohibitions...) ou indirectement (une dépréciation de la monnaie nationale, l'exigence de normes, l'octroi de subventions aux entreprises nationales, des procédures administratives...). Pour défendre la bourgeoisie nationale, l'État national peut prendre d'autres décisions économiques (restriction à l'investissement étranger, politique migratoire, fiscalité favorable au capital, mise en cause des acquis sociaux et des limites antérieures à l'exploitation...) et recourir à des moyens non économiques (menace militaire, guerre ouverte...).

À l'échelle de l'histoire humaine, le mode de production capitaliste a représenté une avancée car il a développé les forces productives, parce qu'il tend à internationaliser l'économie, parce qu'il a créé une classe révolutionnaire. Le protectionnisme peut freiner ces évolutions mais ne peut les empêcher.

C'est pourquoi les communistes (Marx, Engels, Luxemburg, Trotsky...) ont appuyé la suppression des entraves féodales et la création d'un marché national en Allemagne ou en Italie, comme ils se sont systématiquement opposés au protectionnisme, à rebours des « réformistes » (Jaurès, Marchais, Mélenchon, Binet, etc. pour la France).

Les seules exceptions que les communistes envisageaient étaient : le droit pour une nation opprimée si elle accédait à l'indépendance, de se protéger du grand capital de la puissance coloniale (une hypothèse de Marx pour l'Irlande) ; la nécessité, pour un État ouvrier qui restait isolé d'instaurer un monopole du commerce extérieur, de contrôler les exportations et les importations (Russie après 1917).

En pratique, jamais un État n'a renoncé à toute protection pour tous les produits, jamais un État n'a renoncé à contre-attaquer aux mesures de protection des autres. Un pays qui tente d'émerger (Allemagne, États-Unis, Japon au 19^e siècle ; Corée du Sud dans les années 1960-1970, Chine dans les années 1990-2000) recourt d'abord à la protection avant de muer en libre échangiste. Un pays sur la défensive penche plutôt vers le protectionnisme. Inversement, un État bourgeois dont le marché national est étroit (Suisse, Comores, Belgique, Uruguay, Singapour...) ou qui l'emporte sur les autres, grâce à la taille et à la productivité de ses entreprises (la Grande-

Bretagne au 19^e siècle, les États-Unis après la 2^e Guerre mondiale, la Chine aujourd'hui) est plutôt favorable au libre-échange mondial ou régional. Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec un « dogme libéral ». Il y aura toujours des économistes pour leur fournir des arguments : mercantilistes dans un cas (Petty, List, Keynes, Navarro...), libéraux dans l'autre (Smith, Ricardo, Bastiat, Ohlin, Heckscher...).

Que le protectionnisme n'apporte rien aux travailleurs des villes et des campagnes a déjà été démontré à grande échelle. À la suite de la crise capitaliste mondiale de 1929, les États bourgeois restreignirent les importations et l'immigration. La planète s'enfonça dans le marasme dont les puissances impérialistes de l'époque ne sortirent qu'en préparant la guerre.

Après la 2^e Guerre mondiale, la croissance capitaliste mondiale s'accompagna d'un climat libre-échangiste favorisé par des accords multilatéraux (AGETAC/GATT) puis la mise en place d'un arbitre mondial (OMC). La nouvelle phase d'internationalisation de l'économie mondiale (la « mondialisation ») s'est manifestée par les migrations des étudiants et des travailleurs, la multiplication des échanges de biens et services, l'accroissement des investissements financiers et productifs. Chaque pays

utilise de plus en plus des biens et des services venant d'ailleurs et écoule une partie de sa production ailleurs. Les entreprises étendent leur activité au-delà de leur pays d'origine. Par conséquent, la bourgeoisie d'un pays n'exploite pas seulement son prolétariat (national et immigré) mais d'autres : en bénéficiant automatiquement de transferts de valeur quand ses entreprises sont plus productives que celle des autres pays ; l'établissement d'un prix de marché mondial et la péréquation spontanée du taux de profit s'opèrent d'autant mieux qu'il y a un libre-échange ; en décidant d'implanter des filiales à l'étranger, en ajoutant des filiales au groupe (par création ou, plus fréquemment, par rachat d'entreprise étrangère), parfois en fermant d'anciennes unités dans le pays d'origine (délocalisation) ; l'investissement direct à l'étranger (IDE) permet de contourner aussi le protectionnisme.

Le protectionnisme ralentira la croissance mondiale et précipitera une nouvelle crise. Bien que des secteurs grandissants de la bourgeoisie impérialiste recourent aujourd'hui au protectionnisme, l'interdépendance des économies nationales est irréversible. L'échec inévitable du protectionnisme poussera au pillage d'autres pays, aux annexions, à la guerre.

Pour ne pas être entraînée dans la catastrophe qui s'annonce, la classe ouvrière doit s'unir dans chaque pays contre sa bourgeoisie, que le capital soit national ou étranger, que le gouvernement soit protectionniste ou libre-échangiste, pour se défendre et prendre le pouvoir, pour sauver la planète. Révolution socialiste mondiale !

